



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 31 mai 2018**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Veillez prendre place. Je vais proposer à Fabien ABERT de bien vouloir nous rejoindre pour l'appel. Une fois que l'appel sera terminé, et avant de passer aux informations, nous allons vous diffuser deux petits films sur les sports extrêmes. Monsieur ABERT.

Monsieur ABERT procède à l'appel.

Monsieur le Président

Monsieur MOURE ? Monsieur MOURE a demandé la parole.

Jean-Pierre MOURE

Je n'ai pas entendu le nom de Monsieur MARTIN.

Monsieur le Président

Si, il a été dit. Il est représenté. Monsieur MEUNIER ?

Cyril MEUNIER

Comme Jean-Pierre, je n'ai pas été très discipliné : j'ai oublié de dire que je représentais Isabelle GIANIEL. Depuis, Éric PASTOR est arrivé. Il représente également Carole DONADA. À ma droite, je me permets d'annoncer l'arrivée d'Isabelle TOUZARD, de Murviel-lès-Montpellier. Tu es arrivée ? D'accord. Excusez-nous.

Monsieur le Président

La prochaine fois, Monsieur MEUNIER, je vais vous appeler pour faire l'appel. Vous avez des dispositions.

Cyril MEUNIER

Cela me rajeunira. Cela sera avec plaisir. Je serai le plus jeune de l'Assemblée. Cela ne m'est pas arrivé depuis longtemps.

Le quorum étant atteint, la séance peut s'ouvrir.

Monsieur le Président

Je vais vous proposer deux petits films sur les sports extrêmes à Montpellier, qui ont été réalisés à partir de la merveilleuse édition du FISE cette année, qui a rassemblé 600 000 jeunes à Montpellier. Allez-y.

Diffusion d'un premier film sur le FISE.

Il y en a un second, me dit-on.

Diffusion d'un second film sur le FESTIKITE.

J'ai le genou qui va beaucoup mieux.

On va passer aux informations. J'ai reçu plusieurs courriers. Je vais vous en faire part avant d'attaquer l'ordre du jour.

Le premier courrier est un courrier de remerciement de Madame Françoise NYSSSEN, Ministre de la Culture, pour son déplacement à Montpellier et le lancement du Pass Culture.

Il s'agit aussi d'un courrier de Madame DELGA, Présidente de Région, pour nous accorder une subvention de 931 800 euros pour la construction du Conservatoire à Rayonnement Régional, dont le montant global est de 44 millions d'euros. Mais on prend et on dit merci.

Le troisième courrier est celui de plusieurs Maires, je ne vais pas les indiquer, mais je voudrais les remercier pour les courriers qu'ils m'ont adressés suite aux décisions que nous avons prises sur la voirie et sur les aides apportées par la Métropole. Il s'agit en particulier des Villes de Restinclières et de Lattes.

Il s'agit ensuite d'un courrier de Monsieur MUNSCH, Directeur Général des Services de la Région, qui nous propose de participer à l'organisation du championnat d'Europe de volley en 2019.

Il s'agit enfin d'un courrier du Président de la Communauté des communes et du pays de Lunel, Claude ARNAUD, Maire de Lunel, qui se dit favorable à la création de l'association préfigurant l'Agence de développement inter-agglomérations que nous avons l'intention de créer.

Il s'agit ensuite de deux informations importantes. La première information est la dernière surprise-party, ce soir, pour Jean-Claude HEMAIN. Où est Jean-Claude ? On voudrait le remercier, le féliciter. Il fera cela au cours d'un petit pot amical dans les jours à venir. Mais au nom de l'Assemblée métropolitaine et en mon nom personnel, je voudrais réellement le remercier pour, d'abord, son avis éclairé, son expertise, sa disponibilité et sa gentillesse. Merci Jean-Claude pour tout le travail qui a été fait au service des concitoyens de la Métropole et au service des Maires des communes. On peut l'applaudir.

Enfin, je ne peux pas boudier le plaisir de faire quelques remarques sur les magnifiques résultats sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole qui, sans nul doute, lundi matin, sera la Métropole et la Ville la plus sportive de France – quel que soit le résultat de la finale du Top 14 d'ailleurs. À ce propos, en félicitant le MHB (Montpellier Handball) pour son titre européen, en félicitant les filles du rugby qui ont gagné contre Toulouse à Carcassonne et qui sont les nouvelles championnes de France, en félicitant les filles du football, de 19 ans, que nous recevrons demain à la mairie, qui sont également championnes de France, je me félicite de ce parcours merveilleux du MHR (Montpellier Hérault Rugby), qui disputera contre Castre samedi soir au Stade de France la finale du championnat de France de rugby. Personnellement, je serai présent au Stade de France. Nous allons disposer sur la place Georges Frêche un grand écran pour permettre aux montpelliérains de pouvoir assister au match en direct. J'aurais préféré la place de la Comédie, mais les dispositions en termes de sécurité nous ont donné un avis contraire. La Préfecture a préféré organiser la fan zone sur la place Georges FRÊCHE. Donc ce sera à cet endroit que se tiendra le grand écran. Enfin, j'ai invité à la fois le Président, le staff, les joueurs, les entraîneurs, les supporters et tous les montpelliérains à fêter ensemble, avec le grand peuple de Montpellier Méditerranée Métropole – s'ils gagnent évidemment –, la victoire le lendemain ou quelques jours après, sur la place de la Comédie. Car l'obtention d'un trophée aussi prestigieux que le bouclier de Brennus se doit d'être portée par une onde populaire et d'être partagée avec l'ensemble des habitants. À aucun moment, elle ne pourrait être fêtée de façon confidentielle.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 31 MAI 2018

Monsieur le Président

On passe à l'ordre du jour. L'ordre du jour comporte 60 affaires. Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 89 voix.

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 26 AVRIL 2018

Monsieur le Président

Vous avez reçu le procès-verbal du Conseil du 26 avril 2018. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je le mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 89 voix.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez également pris connaissance des synthèses des décisions prises depuis le dernier Conseil. Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, par rapport aux décisions prises sur les différentes affaires, je voudrais avoir, si possible, des éléments concernant la décision n°D2018-366 du 23 avril 2018 concernant la Direction de l'Action Territoriale. Cette décision est dans le cadre de la signature de l'accord-cadre relatif aux travaux de voirie et sur les routes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Cet accord-cadre et cette signature mentionnent donc que nos routes et voiries, appartenant aujourd'hui aux compétences de la Métropole, seront donc entretenues avec des investissements en trois lots (un lot Ouest, un lot Est et un lot centre), et que le montant de la prestation est estimé à 8 750 000 euros hors taxes par an. Je voulais avoir des éléments sur le fait qu'il y ait trois lots, par rapport aux cinq pôles. Comment se fait la répartition ? À quoi correspond le montant de 8 750 000 euros, notamment à travers les AC ? Je vous remercie.

Monsieur le Président

C'est une question technique, qui relève d'une étude préalable. Nous allons la noter. Nous vous répondrons. Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Il n'y a pas d'autres interventions.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : RAPPORT D'AUDIT EXTERNE SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA REGIE DE L'EAU PAR LE CABINET IRH INGENIEUR CONSEIL

M. MOYNIER entre en séance.

M. J-P GRAND sort de séance.

Mme P. DANAN sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. G. BARRAL.

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire n° 1 de l'ordre du jour. Il s'agit du rapport d'audit externe sur le fonctionnement de la Régie publique de l'Eau par le cabinet IRH Ingénieur Conseil. La présentation va être réalisée par le Cabinet lui-même, en la personne de Monsieur LE CORRE, à qui je cède la parole.

Monsieur LE CORRE

Merci, Monsieur le Président. Bonsoir à tous et à toutes. Dans le cadre de la mission qui nous a été confiée, cela fait suite à la création de la Régie qui a eu lieu le 1^{er} janvier 2016 et qui concerne 74 000 abonnés du territoire, 13 communes sur 31, il a semblé utile à la Métropole de réaliser un audit après ce premier temps de fonctionnement. C'est ce à quoi nous nous sommes attachés, notamment sur un certain nombre d'aspects. Il s'agit des aspects contractuels, obligatoires, des aspects sociaux, de la qualité du service rendu, et de ressortir de cette étude un certain nombre de pistes pour pouvoir se projeter et continuer dans la voie qui avait été initiée au travers de cette Régie.

Sur le volet organisationnel et le volet qualité, au travers d'une convention d'objectif que vous avez établie entre la Métropole et la Régie, on a un certain nombre d'objectifs – 72 indicateurs très précisément – visés. Ces 72 indicateurs se décomposent en deux parties : 54 objectifs annuels, dont 37 ont déjà été atteints en 2016 ; 18 objectifs ponctuels, dont 5 ont été atteints. Les objectifs qui n'ont pas nécessairement été atteints le sont parfois pour des questions de définition notamment sur la fixation même de l'indicateur. Il faudrait faire un travail pour que l'on détermine mieux l'objectif, pour qu'on puisse le suivre. En fait, on a parfois un manque de référentiels. Dans d'autres cas, il s'agit de les clarifier pour pouvoir les suivre réellement. Donc il ne s'agit pas tant d'un manquement, mais davantage d'un enjeu de clarification et de re-détermination de ces indicateurs.

Concernant l'organisation de l'exploitation, nous avons aussi travaillé sur les organigrammes et le fonctionnement même de la Régie. Notre conclusion est liée à un historique : n'oublions pas que le personnel de l'ancien délégataire a été transféré à la Régie et que certains – on le verra dans d'autres parties – étaient dans une pyramide des âges un peu vieillissante. Donc, au vu des missions, on trouve un service réseau un peu plus complet que ce qu'on peut constater autre part.

Concernant l'équipe travaux programmables, on a vu que le service était un peu en écho à un autre service, qui existe déjà, à savoir le service études. Il fait écho à la convention-cadre sur la maîtrise d'ouvrage déléguée. Vous savez qu'il existe une convention entre la Métropole et la Régie, qui permet de réaliser un certain nombre de travaux.

On a observé que la Régie avait développé, au travers de ces deux pôles, une partie études avec quelques points de frottement avec la Métropole, qui a aussi son service études. Il y avait certainement un travail, notamment au travers de la convention, pour mieux préciser le rôle de chacun et faire que les choses se passent parfaitement bien, en ayant bien dimensionné les choses et défini à la fois les budgets qui sont exécutés au travers de la Régie et les budgets exécutés au travers de la Métropole, pour éviter toute zone de frottement entre les deux entités.

Sur la partie facturation recouvrement, pour rappel, la facturation était réalisée par le délégataire. Il y a donc eu un transfert. La Régie avait été préparée, au travers de la Métropole, en 2015.

Au moment du passage, la partie facturation a été reprise au travers d'un marché de prestations de services, qui est en fait le détachement d'une brique – j'appelle cela une brique – de l'ancienne DSP, qui est venue rendre ce service à la Régie. On observe un fonctionnement complexe ici, notamment concernant les opérations de recouvrement et de contentieux, parce qu'il y a des systèmes privés, des systèmes publics qui sont mélangés, ainsi qu'un dispositif qui, peut-être, dans la définition du besoin de l'époque, ne pouvait pas être complètement défini. Il y a donc un travail à réaliser pour développer cet outil et faire en sorte qu'il colle au mieux à la réalité qui concerne la Régie.

Toujours sur la question du recouvrement, on a observé – vous le voyez ici – un taux de recouvrement qui passe de 97,65 à 96,69. Il s'agit donc de prêter une attention aussi à ces aspects de recouvrement. En fait, au travers du logiciel, on a un certain nombre de difficultés à récupérer les contentieux, qui sont gérés à la fois par la partie prestataire et par la partie Régie. Il existe une difficulté peut-être pour le citoyen à parfois s'y retrouver, entre la Régie et le délégataire. Quand c'est payé, d'un côté, cela n'est pas nécessairement transmis à l'autre. On a ici un vrai sujet à régler pour ne pas se laisser aller vers des risques de non recouvrement liés à des principes techniques. Concernant les risques de non recouvrement, il ne faut pas oublier que certaines lois sont passées par là et qui ont aussi un impact significatif sur la dégradation. Mais les méthodes, notamment de mensualisation, peuvent permettre de maîtriser un peu ce flux.

La question plus générale qui se pose sur la relation à l'usager est un peu ce qui ressort des pistes que nous avons. Il s'agit peut-être de regarder à l'échelle de la Métropole cette question de la relation à l'usager, et pas seulement de la Régie. Vous savez que la Régie concerne 13 communes sur les 31. Il y a peut-être là une question de gouvernance. Il s'agit en tout cas de se poser la question suivante : comment souhaitez-vous envisager cette relation à l'usager au travers des différents choix qui existent sur votre territoire ?

Sur le volet travaux pour compte de tiers, on a un dispositif qui est doté d'un logiciel, qui permet de faire le chiffrage pour le client. Il reste peut-être sur ce sujet-là un petit point sur lequel il faut bien veiller, qu'on n'a pas vu. Il existe peut-être. En tout cas il faut y porter une attention. Il s'agit de bien vérifier que ces travaux faits par l'intermédiaire d'un marché des prestations de services ne soient pas plus dispendieux que la facture qu'on envoie au client. Aujourd'hui, on n'arrive pas à rapprocher l'un de l'autre. Il y a donc peut-être un dispositif à mettre en œuvre pour qu'on ait un suivi ou une remontée, si jamais ce dispositif existe.

Dans le domaine des astreintes, un service comme celui de l'eau, évidemment, est un service qui nécessite d'être disponible et de pouvoir réagir dans les plus brefs délais. Le service des astreintes est donc un service essentiel. On a examiné le service des astreintes. Vous en avez ici la répercussion, avec des interventions, ainsi qu'un volume d'heures qui est relativement récurrent. La question qui peut se poser est la suivante : aujourd'hui, après deux ans, n'y a-t-il pas l'opportunité de se poser, au travers d'un audit technique des installations, la question du fonctionnement quotidien, qui aurait pour objectif de limiter le niveau d'astreintes, et donc d'interventions « exceptionnelles », sur les installations ? Il y a peut-être ici un sujet à prolonger pour revoir le dispositif de fonctionnement courant.

Concernant la direction des systèmes d'information, on a fait un grand tour. La direction a fait un énorme boulot, comme pas mal de sujets qu'on a pu observer au travers de la Régie. Néanmoins, un sujet vous concerne et concerne beaucoup de structures, à savoir la mise en œuvre du sujet du RGPD à compter du 25 mai auquel il faudra bien veiller compte tenu de l'ensemble des données dont dispose la Régie.

Sur la partie communication, notre analyse a fait ressortir qu'on n'a pas de clarté sur ce sujet-là, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de définition d'un budget annuel d'actions qui sont débattues au travers du Conseil d'Administration et d'un rôle plein sur la communication. C'est peut-être une piste qu'il faudrait voir.

Il s'agit vraiment de se poser la question de ce que vous voulez faire de la communication. Aujourd'hui, on a observé des actions ciblées mais qui n'ont pas une cohérence générale, proposée lors des assemblées, avec les budgets qu'on a retrouvés, qui sont en fait des budgets constatés et non préparés au vote. Le sujet de l'eau étant quand même un sujet qui nécessite de la communication, il y a certainement un sujet communication ici qui sera à prolonger et à développer.

Sur le volet salarial et social, dans le domaine des effectifs, 55 salariés ont rejoint la Régie lorsque Véolia a cédé la place. Les autres salariés ont été recrutés au travers de la Régie directement. En mars 2018, la Régie compte 91 salariés pour 93 postes ouverts, ce qui correspond par ailleurs à ce qui avait été imaginé lorsque vous avez créé la Régie.

On peut noter que l'ensemble du personnel est affecté budgétairement à l'eau potable. Vous savez que la Régie fait l'eau potable et l'eau brute. Il serait peut-être nécessaire de veiller à ce qu'il y ait une partie du personnel affectée à l'eau brute, pour avoir une lisibilité complète sur la répartition, même si l'eau brute a un budget relativement mineur par rapport à celui de l'eau potable.

Sur les recrutements, on a observé qu'il y avait différents types de méthodes de recrutement. Notre analyse conduit à poser la question suivante : est-ce qu'il ne faudrait pas standardiser et évoquer la manière dont vous souhaitez que les recrutements puissent avoir lieu ? Il s'agit peut-être de réfléchir à ce qui a été mis en œuvre à l'occasion de jurys, parfois différemment composés, ou de recrutements dans un autre format, pour avoir quelque chose connu et relativement stable.

Il existe un autre aspect, sur lequel il serait utile d'être vigilant. Lorsque les postes sont ouverts, ils le sont de manière assez large. Cela signifie qu'un agent, pour une même mission, peut se retrouver dans des grades assez ouverts. On peut l'entendre si l'idée consiste à se dire qu'on veut absolument recruter et que les conditions économiques nécessitent une ouverture. Mais il est peut-être bon de se poser la question, et que vous puissiez la trancher, pour avoir la garantie que les postes ouverts correspondent bien aux niveaux de rémunération et aux niveaux souhaités, lorsque ceux-ci sont faits.

Sur les accords collectifs, il y a eu plusieurs accords qui ont été traités au travers de la jeune vie de cette entité. Il ressort de notre analyse qu'on a un suivi du temps de travail qui est de type déclaratif, sur la base de fichiers Excel. On a un solde de congés qui n'est pas pris en fin d'année, avec aujourd'hui une moyenne qui semble maîtrisée d'un report de cinq jours de congés. Néanmoins, il nous paraît opportun, là encore, de se poser la question de la gestion et des outils de la gestion du personnel. Aujourd'hui, sur une Régie de 100 personnes, il nous paraît utile d'avoir des outils performants qui permettent de combiner le temps de travail avec l'aspect de la rémunération. En effet, on a observé que la rémunération est issue de principes venus de Véolia, et d'autres qui ont été rajoutés, ce qui rend les éléments de rémunération extrêmement complexes. Par conséquent, les services de la paie se retrouvent chaque mois, certainement, à faire un certain nombre d'opérations extrêmement fastidieuses et très difficiles à recouper avec la partie déclarative. On pense donc qu'à ce propos il serait utile de prolonger et d'avoir une vraie réflexion, avec des outils qui permettraient de relier l'ensemble des choses, et peut-être une simplification concernant le système de rémunération, sans remettre en cause les avantages acquis et l'ensemble – cela n'est pas l'objet.

Sur la formation, la politique de formation vise à atteindre 3 % de la masse salariale. L'objectif de 80 % des agents formés semble un objectif intéressant, qu'il serait pertinent de maintenir.

Sur la partie des accidents de travail et des arrêts maladie, on a très peu d'accidents de travail, ce qui est plutôt une bonne chose. Il n'y a qu'un seul accident de travail. L'absentéisme pour maladie ordinaire, vous le voyez, a tendance à se développer un peu. On passe de 3,71 à 4,48 en 2017. Il y a ici une attention particulière sur l'absentéisme. On a observé qu'il n'y avait pas la mise en place du ou des jours de carence, sachant que le jour de carence est redevenu obligatoire, notamment dans les collectivités.

Sur la prévention des risques, un document unique d'évaluation des risques a été fait, qui nécessite une mise à jour au minimum annuelle. Il faut donc bien veiller à ce que cette mise à jour soit faite pour éviter d'avoir des soucis lorsqu'il y a un accident de travail.

Sur le volet gouvernance, le Conseil d'Administration est composé d'un certain nombre de membres, qui sont affichés à l'écran. Le Conseil se réunit au travers de convocations.

On a pu observer que lorsque ce Conseil se réunit, des procurations sont données, sans lesquelles 21 % des Conseils n'auraient pas pu se tenir. Il s'agit peut-être là d'un sujet de gouvernance et de présence concernant les Conseils d'Administration. Ces pouvoirs ne vont pas nécessairement aux membres des mêmes collèges. Il y a plusieurs collèges et des procurations sont données à des collèges différents. Il s'agit là encore d'un sujet qu'il faut regarder pour faire en sorte que ces Conseils soient plus vivants qu'ils ne le sont déjà.

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) s'est réunie à quatre reprises et neuf marchés ont été attribués. La CAO a un règlement, dans lequel il manque une précision : lorsque le personnel compétent de la Régie est présent, le règlement ne le prévoit pas. Cela n'est pas dramatique, mais il serait peut-être utile de le préciser, de manière à ce que les personnels qui viennent donner des explications lors de ces CAO puissent être convoqués régulièrement et conformément au règlement en vigueur.

Pour ce qui est de la commande publique et des délégations, il existe un certain nombre de commandes publiques et plusieurs délégations ont été données au Directeur de la Régie. Concernant ces délégations, il s'agit aujourd'hui de 418 000 euros pour l'ensemble des marchés de fourniture et de service, et de 2,5 millions d'euros pour les marchés de travaux, qui relèvent directement du Directeur. Voici la préconisation : si on veut dynamiser et alléger la responsabilité du Directeur, il s'agit de se poser la question de reprendre un certain nombre de pouvoirs au Conseil d'Administration pour que le Directeur ne soit pas seul avec des responsabilités très importantes d'engagement de fonds publics.

La conclusion globale de notre étude est la suivante : la Régie est relativement récente, elle a été montée et bien préparée en 2015, elle est aujourd'hui satisfaisante, globalement. Un travail considérable a été réalisé par les équipes managériales notamment. Aujourd'hui, il est peut-être nécessaire de se poser les questions de gouvernance qu'on a pu observer, tant sur la relation à l'utilisateur que sur le fonctionnement du Conseil d'Administration. Il s'agit peut-être de dépasser, comme on l'indiquait, le seul seuil de la Régie pour cette question de la relation à l'utilisateur. Il s'agit de réfléchir aussi, comme je le disais, sur la communication, plus largement. Dans le cadre des travaux qui concernent strictement le fonctionnement, il conviendrait d'aller vers une modernisation et une mise en place d'outils performants qui permettront de gérer à la fois le travail et la rémunération, et de se poser la question du fonctionnement normal, en limitant bien sûr l'exceptionnel au travers de l'astreinte.

J'ai essayé d'être le plus concis possible. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur LE CORRE. Qui demande la parole ? Monsieur REVOL.

René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues, cher Monsieur, j'ai eu le privilège de lire l'audit hier, à la différence d'une grande majorité des élus qui le découvrent ici. Vous comprenez bien qu'il s'agit d'un dossier qui m'intéresse et que j'attendais cet audit avec impatience. Quand j'ai reçu lundi dernier la note de synthèse qui était proposée, je l'ai lue avec intérêt et précision. J'ai noté effectivement qu'au début vous disiez que la Régie, de manière générale, fonctionnait bien et qu'on avait fait un travail remarquable. J'ai présidé ce Conseil d'Administration, de sa formation en 2015 jusqu'à octobre 2017. Cela rejoint la remarque que Monsieur le Président faisait il y a à peine un an et demi, en disant que j'avais accompli à la Régie un « *travail de titan* » – je vous cite. À partir de là, je me satisfais de ce premier bilan, surtout pour le Directeur, pour tous les personnels de la Régie.

Naturellement, j'ai trouvé la note de synthèse, qui a été envoyée aux conseillers – certains s'en sont ouverts à moi –, un peu légère et un peu rapide. J'ai donc voulu consulter le rapport d'audit lui-même. Il ne nous a pas été envoyé et on ne pouvait pas l'avoir sous format dématérialisé, mais j'ai finalement pu le consulter, et je remercie la Direction et le personnel de l'Assemblée de me l'avoir fourni. Je l'ai consulté dans cette pièce, puisque les charmes de la mutualisation font qu'ils ne sont plus ici mais à l'Hôtel de Ville. J'ai pu le lire hier. J'ai essayé de voir s'il y avait des choses plus précises par rapport aux différentes questions que vous avez abordées.

Certaines de vos recommandations sont intéressantes. Je pense qu'il faudrait les mettre en œuvre. D'autres remarques me viennent. Vous faites allusion aux maladies courantes, ainsi qu'au fait qu'il n'y ait pas d'accident du travail : il faut s'en féliciter, surtout si on compare cela avec le métier de l'eau dans le reste de la France. Mais en termes de maladies, c'est plus important. Si on avait interrogé le personnel de manière plus approfondie, on aurait par exemple su que la Régie des eaux de Montpellier a, dès le début, respecté les engagements en termes de taux d'emploi des personnes en situation de handicap, et que des prescriptions médicales précises – je m'en souviens très bien – ont été faites pour certains personnels. Dans le domaine des maladies, cela fait monter un peu la barre au-dessus de la moyenne générale. Mais on se situe dans la moyenne des entreprises privées.

Concernant le recouvrement, le taux de recouvrement est une des angoisses de tout le monde de l'eau depuis la loi Warsmann et la loi Brottes, puisqu'elles interdisent les coupures d'eau – ce qui est en soi une très bonne chose. Mais on craignait une chute du recouvrement.

On s'aperçoit ces dernières années qu'il n'y a pas de chute majeure du recouvrement partout en France et que les taux sont à peu près identiques à ceux pratiqués ici à la Régie. La suggestion que vous faites d'une relation avec l'usager à l'échelle de la Métropole me paraît une idée à creuser. Il faut tenir compte du fait que sur le territoire de notre Métropole, 80 % de la population est couverte par la Régie, mais 20 % de la population à l'Est et à l'Ouest est couverte par des Syndicats. Ces Syndicats ont gardé leur spécificité et la garderont. La relation à l'usager à l'échelle de la Métropole peut donc se faire concernant l'assainissement par exemple. Il faudrait donc commencer à réfléchir à la façon dont nous allons aborder ensemble le renouvellement des contrats d'assainissement pour tout le territoire de la Métropole à partir du 1^{er} janvier 2021. Cette discussion va commencer à s'engager en 2019. Faut-il renouveler cette DSP ? Faut-il regrouper tout dans une régie ? Comment organiser la présence à l'échelle de la Métropole sur ce dossier vital pour l'avenir de l'environnement et de notre territoire ? Cette question est intéressante à creuser, mais on ne peut pas la satisfaire aujourd'hui. Il y a d'autres questions du même type.

Concernant le Conseil d'Administration, je suis d'abord très étonné de ne pas avoir été interrogé – comme je crois la Présidente actuelle. J'ai interrogé d'autres membres du Conseil d'Administration : ils n'ont pas été interrogés, on ne les a pas vus. On n'a pas pu donner notre vision. Concernant la gouvernance du Conseil d'Administration, vous savez qu'il y a un collège où les élus sont majoritaires, comme la loi l'impose. Il y en a quatorze. Il y a d'autres collèges, dans lesquels il y a au total six personnes. Il s'agit à la fois d'associations, d'une personne qualifiée issue du monde de la recherche et d'un représentant du personnel. Je vois mal comment quelqu'un du personnel absent, étant seul dans le Conseil d'Administration, pourrait donner une procuration à quelqu'un d'autre du personnel. La personne qualifiée étant seule également, elle ne peut donner une procuration. Je me suis un peu renseigné, après avoir lu votre rapport hier après-midi, auprès des autres Régies en France. C'est une pratique généralisée. Ensuite, on peut effectivement étudier le taux d'absentéisme dans ce Conseil d'Administration, comme on peut d'ailleurs étudier le taux d'absentéisme dans cette propre Assemblée – il serait intéressant de le publier. Il s'agirait de voir ceux qui sont présents, ceux qui sont absents, ceux qui sont absents avec procuration et de voir le bilan. Il n'y a aucune mise en cause personnelle à faire. Il s'agit d'une transparence normale. Il faut reconnaître que c'est parmi les quatorze élus qu'il y a eu le plus d'absences. En revanche, du côté de la société civile, il y a eu moins d'absences – en tout cas durant la période où j'étais en responsabilité, puisque je faisais un relevé des absences. Sur les autres sujets, cela peut être étudié en détail.

Ceci dit, je vous avoue que ma carrière professionnelle m'a amené à lire beaucoup d'audits et même à former des auditeurs. Je ne veux donc pas contester vos compétences, Monsieur. Mais quand je suis arrivé –c'était peut-être la demande de la Métropole, je ne sais pas qui en a la responsabilité–, comme on ne m'a pas communiqué ce rapport d'audit, je pensais qu'il était très gros et lourd. On ne pouvait même pas le consulter sous forme dématérialisé. Il n'y a absolument rien de secret dans ce que vous nous avez avancé et qui est tout à fait intéressant. Je suis donc tombé sur ce rapport d'audit qui a la forme d'un Power Point de 34 pages, dont 32 de textes. Réduit à un document Word en taille 12 ou 14, cela fait 7 à 8 pages. Je dois vous avouer que comparé aux audits sur lesquels j'ai travaillé dans ma vie, c'est le plus petit que je rencontre. Je le trouve personnellement un peu léger. Je me permets de le dire. J'aimerais savoir combien est payé l'audit – je n'ai pas pu trouver cela en balayant toutes les décisions du Président depuis un an, puisque je n'ai pas eu beaucoup de temps depuis hier. Cela m'interroge en tant que conseiller communautaire, gardien comme vous tous du bon usage de l'argent public.

J'ai lu le texte qu'on m'a confié hier, à la fois sur un Ipad et en papier, avec attention. À un moment donné, je suis tombé sur des chiffres qui m'ont paru étranges, notamment à la page 4. J'ai vu qu'il y avait sur notre aire de captage et de distribution d'eau 610 000 habitants. Cela n'est pas possible. Sur l'aire de Montpellier qui concerne la Régie, il s'agit de 80 % de la population, soit 340 000 habitants. Vous l'avez rappelé au début du document. J'ai donc été étonné. En plus, il n'y avait que 40 000 abonnés. On observe plutôt ces chiffres dans des villes comme Lyon, Marseille ou Paris, où il y a une concentration urbaine plus importante que chez nous. On a 70 000 abonnés et 340 000 personnes. J'étais donc un peu étonné. Je me suis dit que j'allais relire en détail ces chiffres. Telle ne fut pas ma surprise de découvrir que vous ne parlez pas du tout dans cette page 4 de Montpellier. Vous faites explicitement référence à l'aire de captage du Mont Valérien. Je ne savais pas que le Mont Valérien était à Montpellier.

Vous faites allusion à Rueil-Malmaison, sous le logo de la Métropole. C'est-à-dire que ce n'est pas un document qui s'est glissé par hasard. Comme on ne me communiquait pas le document, je l'ai photocopié. Le document est ici. On voit qu'il y a le logo de la Métropole.

À l'intérieur, on peut le lire, vous parlez du Mont Valérien, du nombre de litres et de mètres cubes qu'il y a dans le Mont Valérien, du nombre de personnes concernées. Je considère donc que ce document n'est pas valable, à partir du moment où il a une page qui est un copier-coller. Certes, c'est votre responsabilité, Monsieur, mais vous n'êtes pas élu ici. Je m'adresse au Président de la Métropole. Quelqu'un devait relire ce texte. Quelqu'un n'a pas relu ce texte, parce qu'on n'aurait pas dû laisser passer cela. Cela met un petit doute sur le reste du document et sur sa pertinence, même s'il y a des choses intéressantes à l'intérieur. À mon avis, Monsieur le Président, nous ne pouvons pas acter cela ce soir. Si nous actons ce rapport avec cette erreur-là, que je peux vous faire parvenir – vous pouvez la consulter sur le document –, cela signifie que vous payez la prestation. En tant que Maire, si quelqu'un me faisait cela dans mon Conseil Municipal, je ne paierais pas la prestation. Je n'acterai donc pas ce document. Je pense qu'il y a un petit doute sur la valeur de ce document.

Ceci dit, maintenant, pour aller plus loin, nous ferons un débat documenté et argumenté sur le service de l'eau, sur la Régie, sur le rapport avec l'assainissement dans un des Conseils métropolitains qui aura lieu entre le mois de juin et le mois d'octobre, dans le cadre de ce qui s'appelle le rapport sur la qualité du service, que nous avons chaque année et que je lis méthodiquement depuis des années, chaque année, parce qu'il apporte beaucoup d'éléments. Cela ne nous empêchera pas d'avoir ce débat, de l'approfondir, de voir les points que nous pouvons faire évoluer ensemble, de voir ce qui peut nous différencier. Mais je pense que, pour la qualité du débat de notre Assemblée, nous ne devons pas acter un tel document. Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REVOL. Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais juste faire une remarque brève. À la fin du projet de délibération, il est dit : « *Le Conseil prend acte de l'audit et donne mandat au Président de prendre les décisions qui conviennent.* » Il me semble qu'entre les deux, il manque quelque chose, qui est l'idée de procédure contradictoire. J'ai eu l'occasion dans ma vie professionnelle de travailler comme rapporteur extérieur pour la Cour des Comptes ou au contraire comme Directeur d'établissement public d'avoir des contrôles de la Cour des Comptes. Un point important est la procédure contradictoire. Il me semblerait normal que l'ensemble des membres du Conseil d'Administration soient saisis de l'audit, puissent faire leurs remarques et que ce soit bien entendu l'audit complété et corrigé par le travail des administrateurs qui permette au Conseil de Métropole et au Président de prendre les décisions qui conviennent. Il me semble qu'il manque une pièce dans le puzzle.

Monsieur le Président

Est-ce que vous pouvez nous indiquer le problème qu'il y a au sujet de ce qu'a dit Monsieur REVOL concernant la coquille d'imprimerie ou de copier-coller ? Je vous avoue que je ne contrôle pas tous les documents qui sortent de l'administration personnellement. À Montaud c'est facile ; ici c'est un peu plus compliqué. Allez-y.

Monsieur LE CORRE

La coquille qui s'est glissée n'a rien à voir en fait avec l'analyse. C'était dans les éléments de contexte. C'est sur la page 4, où effectivement il y a une erreur : c'est le schéma d'une autre collectivité qui a été repris. Mais il s'agit juste d'un élément de contexte, même s'il est tout à fait maladroit et désolant qu'il y ait eu cette erreur sur cette présentation alors qu'elle n'est pas sur les autres.

Monsieur le Président

C'est un élément de contexte.

Monsieur LE CORRE

C'est un élément de contexte, tout à fait. C'est marqué : contexte.

Monsieur le Président

C'est un élément de contexte. Monsieur CALVAT.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, je tiens ici à dire que je partage ce que vient de dire Monsieur ROUILLEAULT. Vous savez quel a été ces dernières années mon engagement pour la gestion publique de l'eau, avec mon collègue de Clapiers, d'autres Maires ici et vous-même, avant que vous n'occupiez les fonctions de Maire de Montpellier. Donc nous devons être exemplaires. Parce que si nous ne mettons pas en place une Régie de l'eau exemplaire, c'est tout le combat militant que nous avons porté ces dernières années qui risque d'être fragilisé. Mais pour que cette Régie des eaux soit exemplaire, il faut effectivement que l'audit qui nous est présenté le soit aussi. Je partage ce qu'a dit Henri tout à l'heure. J'aurais préféré recevoir, hier ou avant-hier, avec le dossier, les questionnements de l'auditeur, ainsi que les réponses de l'administration de la Régie – comme on le fait d'ailleurs pour chaque audit lorsque la Chambre Régionale des Comptes (CRC) fait un audit. Les premières remarques, d'ailleurs, des auditeurs des CRC ne sont pas légalement rendues publiques. Elles n'ont même pas le droit d'être rendues publiques, tant que la personne ou la structure morale auditée n'a pas eu les moyens de pouvoir répondre aux questionnements ou, éventuellement, ce qui peut arriver, de soulever les maladroits ou les erreurs commises par l'auditeur. Une fois que ce principe contradictoire est respecté, que la structure morale ou personnelle auditée a pu faire ses remarques, la société ou la structure qui procède à l'audit fait ensuite ses préconisations. Je souhaiterais que l'administration de la Régie de l'eau puisse publiquement – c'est-à-dire lors de la prochaine séance – répondre. Il s'agit de faire en sorte que nous ayons un document qui apporte des réponses aux questionnements de l'auditeur et ensuite que l'auditeur puisse vous faire, Monsieur le Président, des préconisations que vous pourriez ensuite nous soumettre au vote. Je vous remercie.

Monsieur le Président

J'entends bien ce que vous dites. Mais c'est la première fois que vous le dites. C'est le cinquième audit que nous faisons ici. Vous n'avez jamais réagi de la sorte. C'est curieux, quand même. Cela m'interpelle. Parce que si tout était aussi beau que cela, vous n'attaqueriez pas la société d'audit qui a fait l'audit. Il y a un petit problème. Je n'entends pas dans vos remarques un certain nombre de sujets qui ont été évoqués par l'auditeur, sur la communication, sur la gouvernance, sur les emplois. Je veux bien, mais c'est facile d'attaquer un auditeur. Il n'est pas élu, lui.

Vous avez tous parlé. Il faut un ordre des choses. Dans le cadre des différents audits que nous avons faits, vous n'avez jamais posé les questions que vous posez aujourd'hui. C'est très étonnant. C'est très curieux. Est-ce qu'il n'y aurait pas anguille sous roche ? C'est bizarre. Quand c'est flou, comme dit Martine AUBRY, c'est qu'il y a un loup. Attendez, la dame derrière vous qui souhaite parler. Chacun son tour.

Audrey LLEDO

Mesdames et Messieurs, bonsoir. Ce qui me chagrine, ce n'est pas totalement la manière dont est rédigé l'audit. Une coquille, cela arrive. On est humain. Par contre, quand je l'ai lu, plein de choses m'ont quand même interpellée. Je voulais quand même en parler, parce que je crois que les gens n'ont pas encore eu accès à l'audit et il est important de relever plusieurs choses.

Ce qui m'a un peu choquée, c'est que j'ai lu que le quorum ne serait pas atteint s'il n'y avait pas de procurations. C'est quand même sacrément étonnant. J'ai lu que le Conseil d'Administration n'a pas vraiment de pouvoir décisionnaire. C'est encore plus inquiétant, parce que cela veut dire que le Président a quasiment les pleins pouvoirs dans la Régie. C'est grave.

Monsieur le Président

Quel Président ?

Audrey LLEDO

Le Président de la Régie.

Monsieur le Président

D'accord, j'ai compris.

Audrey LLEDO

J'ai lu que 25 % des objectifs n'ont pas été réalisés, que 1,4 millions d'euros d'impayés ont été relevés en février 2018 et qu'un tiers de ces impayés datent de 2016. J'ai lu que le taux de recouvrement est de 90 %. Je ne m'y connais pas tellement en finances et peut-être que Monsieur LEVITA pourra confirmer ou répondre à mon interrogation. Mais je me suis un peu renseignée sur le taux de recouvrement. Je crois que plus il est important, plus cela veut dire que l'on dépend des banques et qu'on n'a pas assez d'autonomie. Je ne sais pas si c'est vrai, mais je pose la question à Monsieur LEVITA – j'en profite. Si c'est le cas, c'est quand même très grave. Cela veut dire que la Régie ne fonctionne pas et qu'elle est mal gérée. C'est cela qui m'inquiète. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT, vous avez demandé la parole.

Renaud CALVAT

Je vous remercie, Monsieur le Président. Sur la question des procurations pour atteindre le quorum, il est évident que si les procurations sont autorisées pour atteindre le quorum, c'est que les statuts de la Régie des eaux le permettent. Je vous rappelle que nous avons voté ces statuts ici. Peut-être pas vous. Je ne critique en rien l'auditeur, sa société ou sa méthode. C'est là où l'administration de la Régie doit apporter cette réponse. Si vous estimez qu'il n'est pas normal que les procurations soient intégrées dans le calcul du quorum pour autoriser ou pas la tenue du Conseil d'Administration, ce n'est pas la Régie qui en est seule responsable, mais c'est aussi notre Assemblée, qui a approuvé ici, à l'immense majorité – si ce n'est l'unanimité –, les statuts le permettant. Si je me permets, Monsieur le Président, d'intervenir sur cette question, c'est que je suis, avec d'autres ici, membre du Conseil d'Administration de la Régie depuis sa création, et que je n'ai pas été audité. Je souhaitais donc pouvoir apporter un certain nombre de réponses. Cela n'était pas le cas pour d'autres audits, mais pour cet audit-là, je suis membre du Conseil d'Administration de la Régie. J'aurais répondu à vos questions, Monsieur, avec grand plaisir. Je peux même le faire la semaine prochaine ou dans les jours suivants si vous le souhaitez. Merci.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur REVOL, puis Monsieur MEUNIER.

René REVOL

Je voulais formuler la même chose. Ayant découvert ce texte hier, j'aurais bien aimé être interrogé pour pouvoir répondre sur les sujets qui me concernent. Il est dit par exemple dans l'audit que j'ai participé à trois jurys de recrutement en tant que Président du Conseil d'Administration. C'est faux : j'ai participé à sept jurys de recrutement. Si vous aviez posé les questions, on y aurait répondu.

Pour ce qui est de la remarque de Monsieur le Président, je ne comprends pas. Si je lis la note de synthèse, comme tout un chacun ici qui l'a lue, je la trouve légère et je m'attends au rapport. Dans le rapport que j'ai lu intégralement, il n'y a pas d'éléments montrant que la Régie est mal gérée. Par rapport à la remarque que fait la dame qui représente le Front national ici, je peux vous dire que la Régie, dans la période où j'étais Président en tout cas, était très bien gérée.

Voici la remarque que je voudrais faire. Si on regarde par exemple le problème des délégations de pouvoir pour signer, la seule comparaison intéressante n'est pas de comparer avec Montpellier Méditerranée Métropole ou avec la Mairie X ou Y, mais de comparer avec les autres Régies. Car la Régie n'est pas une collectivité locale. C'est pour cela que les astreintes n'ont pas exactement le même rôle. C'est une entreprise publique qui produit quotidiennement et sur une année 30 millions de mètres cubes. Par exemple, pour ce qui est du fonctionnement des astreintes, il ne vous a pas échappé que le climat se modifie un peu chez nous, que, du mois de mai jusqu'au mois de novembre, nous avons eu la période de sécheresse la plus longue depuis de très longues années, et que cette période de sécheresse a entraîné plus de fuites qu'avant. Donc, automatiquement, les interventions d'astreinte ont augmenté.

Je n'étais pas nécessairement en responsabilité à ce moment-là, mais j'ai observé les choses. On le voit bien. On le voit bien sur nos communes.

Par ailleurs, aucune remarque n'est faite sur l'investissement à l'intérieur de la Régie. Nous remplacions, du temps de Véolia. Mais c'est nous qui le faisons, pas Véolia. On ne faisait avec les maigres 14 centimes que nous laissait le contrat. Nous renouvelions avant 0,3 % du réseau. Avec la Régie, en deux ans d'existence, on a doublé : on renouvelle 0,6 %. Cela n'est pas suffisant. On va augmenter. L'investissement a été multiplié par trois.

Voilà donc une Régie qui fait très bien son travail. Ce que je trouve flou, c'est de vouloir salir une Régie qu'on a voulu faire ensemble, et qui fait globalement son travail correctement. Aujourd'hui, à travers les données qui sont faites par cet audit. Je n'attaque pas l'audit. Je dis que j'ai lu beaucoup d'audit. Je dis qu'il est léger. C'est mon droit d'avoir cette appréciation. Et je dis qu'il y a une page qui n'est pas une page de contexte. Vous l'avez remarqué vous-même. C'est un copier-coller qui a été raté. Je n'aime pas cela. Je dois vous l'avouer. C'est mon côté prof. Je n'aime pas le copier-coller raté. Il n'est pas possible d'adopter un document de cette nature-là.

Dans ces conditions, la discussion qui a lieu sur le personnel est très intéressante, parce que vous pourriez étudier précisément le statut des gens qui viennent de Véolia, le nombre de congés, le travail effectué. Je pense que vous avez affaire à un travail qui est très bien. Je comprends ceux qui sont hostiles à la Régie et qui défendent leur point de vue d'un point de vue théorique. Mais qu'ils n'utilisent pas aujourd'hui quelque chose qui est insuffisant.

Si on regarde le texte qui nous a été fourni, il ne remet pas en cause particulièrement le fonctionnement de la Régie. Il dit au contraire que son fonctionnement est bon et que son travail a été remarquable. On part de cela. Ensemble, discutons pour voir les améliorations possibles, car c'est notre bien commun.

Monsieur le Président
Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, je ne suis pas membre du Conseil d'Administration de la Régie. Je ne suis pas professeur non plus. J'ai été auditeur mais je vais me garder de donner quelques avis sur la qualité du travail fait par la personne qui vient de se présenter et qui ne doit pas être très à l'aise à la tribune. Je suis seulement un élu de la Métropole. Vous l'avez dit, Monsieur le Président : cinq audits nous ont été livrés dans l'enceinte de cette Assemblée métropolitaine, afin de regarder si les différents délégataires et les différents services qui sont les nôtres fonctionnent bien. Quand j'ai écouté le résumé et quand j'ai pris connaissance d'un certain nombre d'éléments, j'ai surtout vu un audit organisationnel, qui donne des préconisations sur le fonctionnement. Je pense que ce type d'audit est beaucoup plus destiné au Conseil d'Administration de la Régie où nous avons nos représentants – il y a d'autres personnes. C'est une société, comme l'a dit René REVOL tout à l'heure. Il a entièrement raison. Je pense que c'est un audit qui est sûrement très intéressant pour les gens qui gèrent (le Directeur, les cadres, le Conseil d'Administration de cette Régie). Pour nous, je ne vois pas ce que cela peut nous apporter de plus. Nous sommes des élus communaux qui représentent chacun sa commune dans une intercommunalité. On a des rapports sur la qualité des services et des délégataires, qui reviennent régulièrement, sur les déchets, sur le traitement de l'eau, sur l'assainissement et sur les autres missions qui sont gérées en commun au niveau de nos 31 communes. Il s'agit de rapports qui nous donnent assez d'éléments pour en juger. Je pense que ce type d'audit, tel qu'il est présenté là – je ne donnerai pas d'avis sur sa qualité ni la pertinence de ses propos –, est plus là pour éclairer une Régie.

Dernier point : je ne suis pas favorable à la Régie. Je l'ai votée puisqu'à la majorité nous avons décidé de la voter. Je n'y étais pas favorable. Je ne peux donc pas être taxé d'être un défenseur du service de la Régie. Ceci dit, elle n'a que deux ans. Le rapport montre qu'elle a été menée tambour battant, qu'elle a bien rempli ses missions. Concernant les investissements, René vient de dire qu'ils ont à peu près doublé les investissements sur nos réseaux, ce qui n'est pas une mince affaire. Je me limiterai, en tant que Maire de Lattes, à une seule et unique analyse : le lancement de cette Régie a été bien mené.

Dernier point : je suis le Maire de la commune de Lattes, qui bénéficie du service de la Régie. Je voulais le dire ici. Même si je n'y étais pas très favorable, au niveau de nos concitoyens et dans le domaine de la consommation publique et du service public que je peux avoir avec la Régie dans la commune de Lattes, nous en sommes particulièrement satisfaits. À travers cela, je ne m'adresse pas à René Revol l'ancien Président ou à Jackie la nouvelle Présidente. Je m'adresse au personnel de cette Régie, dont une bonne partie est passée de la société Véolia à la Régie et d'autres qui ont été intégrés par recrutement. Je crois même que les recrutements ont été pour certains faits – Pierre BONNAL me contredira si ce n'est pas le cas – sous la présidence de Pierre BONNAL, en tant que président du recrutement. La procédure traditionnelle nous garantit depuis des années la transparence la plus totale et l'attention portée par nos cadres des RH qui sont excellents et qui ont toujours veillé à ce que nous puissions, au niveau des cadres et du personnel, embaucher des personnes qui nous soutiennent. J'en profite pour faire un clin d'œil à notre ami Jean-Claude HEMAIN, à titre personnel, pour la qualité de son travail en tant que Directeur ici. Je lui souhaite une bonne retraite.

Je voudrais qu'on s'apaise, qu'il y ait réellement ce débat contradictoire à l'intérieur de la Régie. Je le dis ouvertement : pendant deux ans, cette Régie a très bien fonctionné. Il faut qu'elle continue à bien fonctionner. Il faut remercier les cadres et l'ensemble du personnel de la Régie d'avoir bien œuvré pendant ces deux années. Merci.

Monsieur le Président

Je vous rappelle qu'on ne vote pas sur ce rapport. Il n'est pas nécessaire de l'adopter. Mais l'Assemblée prend acte du fait qu'un rapport vous a été fourni. Attendez Monsieur ROUILLEAULT, Madame BOUALLAGA a demandé la parole. Mais je vous donne la parole juste après. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA

Bonsoir, Messieurs et Mesdames. Je voudrais m'adresser à Monsieur l'auditeur et m'excuser du fait qu'il soit pris à partie par certains qui font de la récupération, malheureusement, dans une situation qui nous échappe à tous. Ceci est une question pour vous, Monsieur – si vous pouviez y répondre, tant mieux. Je vois Monsieur CALVAT et Monsieur REVOL demandent à être audités puisqu'ils font quand même partie du Conseil d'Administration. Est-ce qu'on a le droit d'auditer des personnes qui sont dans cette gestion-là ? Est-ce qu'un audit n'a pas la responsabilité d'assurer la neutralité ? En interrogeant des personnes qui font entièrement partie de ce projet, je pense qu'on échappe à la neutralité à laquelle vous êtes tenus par votre métier. Je ne mets pas en cause les compétences de Monsieur REVOL ni les compétences de Monsieur CALVAT qui, j'en suis sûr, ont travaillé dans le bon sens.

Monsieur COUR, si tu as quelque chose à dire, tu prends le micro et tu arrêtes de jacasser comme une poule derrière moi, s'il-te-plaît. Cela commence à devenir embêtant. Si tu as un truc à dire, tu prends le micro et tu parles. Tu arrêtes de jacasser, parce que tu saoules.

Christophe COUR

Comme quoi, tu as dit ?

Sabria BOUALLAGA

Comme une poule. Ou comme un coq, si tu préfères. Tu es lourd, tu saoules. À chaque fois que je prends la parole tu te mets à jacasser. Monsieur COUR essaie de me perturber.

Je disais, Monsieur l'auditeur : est-ce que votre métier ne doit pas justement assurer une totale neutralité ? Je vais justement vous remercier de ne pas avoir audité ces personnes-là puisqu'elles font partie et ont fait partie du projet. Vous avez, à mon sens – c'est un avis personnel qui n'engage que moi –, assuré la fonction qui est la vôtre, d'assurer la neutralité et d'apporter une réponse, ici, à tous les élus de façon neutre. Je vous en remercie et je m'excuse une fois de plus pour la prise à partie. Finalement, la coquille n'est qu'un détail qui est relevé. Mais vous savez que quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.

Monsieur le Président

Allez-y.

Monsieur LE CORRE

Merci. Concernant la question que vous posez, on a regardé les éléments factuels. Effectivement, on n'est pas allé interroger les gens, puisque ce n'était pas l'objet de l'étude. Il s'agissait de bien confirmer, de bien regarder tous les aspects pour faire en sorte que la Métropole soit informée des bons usages de procédure, de l'ensemble de ce qui se passait, de manière extrêmement factuelle.

On a repris tous les éléments et on les a mis les uns à la suite des autres pour avoir la représentation telle qu'elle a été actée, que ce soit pour le Conseil d'Administration ou pour d'autres aspects, tels qu'ils ont été relatés. Je vous remercie pour vos propos sur la neutralité, qui est bien sûr notre axe logique de travail.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Le sujet n'était évidemment pas la coquille. Tous les consultants savent bien que cela arrive à tout le monde de faire une fois de temps en temps une erreur. Ce n'est pas cela le sujet.

Le sujet est le suivant. Est-ce qu'on peut, dans la délibération, entre le point 1 « *prend acte de l'audit* » et le point 2 « *demande au Président de prendre toutes les mesures nécessaires* », mettre un point intermédiaire « *demande au Conseil d'Administration de la Régie de prendre connaissance de l'audit et de donner son avis sur les différents points évoqués* » ? Comme cela, le débat contradictoire aura lieu dans le Conseil d'Administration de la Régie.

Monsieur le Président

Cela se fera automatiquement à l'intérieur de la Régie. Je charge Madame GALABRUN-BOULBES, Présidente, de m'informer sur plusieurs points qui ont été relevés par l'audit. C'est simple, comme un bonjour. J'ai aussi entendu l'audit. Je vous remercie, chers collègues. Merci beaucoup, Monsieur LE CORRE. Je demanderai à Madame GALABRUN-BOULBES d'avoir un œil particulier sur le service communication de la Régie, sur ce qui concerne les impayés et sur ce qui concerne les emplois.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N 2 : TRANSPORTS ET MOBILITE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORTS URBAINS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE 2018-2024 - ATTRIBUTION

Mme V. DEMON, M. Y. PELLET et M. J-P GRAND entrent en séance.

(Le pouvoir de Mme V. DEMON donné à Mme PEREZ est annulé).

Mme M-H. SANTARELLI, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. G. BALAZUN et M. A. MOYNIER sortent de séance.

Mme C. DARDE sort définitivement de séance sans donner pouvoir.

M. J-P. GRAND sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. J. RAYMOND après avoir participé au débat.

M. DEWINTRE sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme M-C. PANOS.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 2. Il s'agit la Délégation de Service Public (DSP) concernant les transports. Vous savez que nous avons renouvelé notre offre de transport. Nous avons trois candidats présents.

Si je la présente, c'est que Monsieur RICO, Vice-Présent, ne peut pas le faire pour cause de conflit d'intérêts eu égard à sa profession. Il s'agit d'aspects juridiques. Je vais donc le faire moi-même.

Trois sociétés ont candidaté : Keolis, TaM et Transdev. Deux seulement ont déposé un dossier de candidature : TaM et Transdev. Keolis n'a pas proposé de dossier. La CAO a choisi et a fait confiance à TaM, notre société de transport actuelle. Cela s'est fait sur un certain nombre de propositions que TaM réalise dans son offre de transport sur la Métropole.

Il s'agit en premier lieu de hiérarchiser le réseau, l'appuyant sur les lignes de tramway et sur les lignes de bus majeures. Trois lignes de bus proposeront des hauts niveaux de services, en fréquences et amplitudes horaires, proches de ceux d'un tramway. La première, qui est très importante pour les quartiers desservis, part de la place de l'Europe, irrigue la Pompignane et va vers Sablassou – et plus tard Castries. La deuxième est la ronde qui part de Sabines, qui passe par Saint-Éloi jusqu'à la place Charles de Gaulle de Castlenau-le-Lez.

La troisième va du centre-ville de Montpellier à Euromédecine, en desservant SupAgro, ce qui était l'une des propositions faites par l'enquête publique de la ligne 5. Les enquêteurs, dans le rapport d'enquête publique, ont clairement déterminé que le quartier SupAgro méritait d'être desservi de façon plus prégnante.

Il s'agit de trois lignes de bus avec des fréquences renforcées : celle de Prades-le-Lez et celles de Cournonsec et Cournonterral pour l'Ouest de la Métropole. Les lignes 6 et 7, qui desservent les secteurs de La Martelle, Figairasse, avenue de Toulouse, Estanove et Ovalie, auront pour objectif d'être remplacées par la future ligne 5 de tramway lorsqu'elle passera dans ce secteur.

Il s'agit d'un réseau de secteur public connecté avec le réseau structurant qui irrigue l'ensemble du territoire métropolitain. Il s'agit de dix lignes de bus urbaines, treize lignes suburbaines régulières, deux lignes mixtes de transport à la demande et réguliers, quatre lignes de transport à la demande en offre zonale. Ce nouveau mode de desserte zonale permettra, pour l'ensemble des communes concernées, d'étendre la zone de chalandise des transports en commun avec la création de nouveaux arrêts, tout en conservant la souplesse et l'attractivité du système de réservation actuel.

Concernant l'amélioration de l'offre de transport pour l'ensemble des communes, il s'agit tout d'abord d'une meilleure desserte du quartier du Millénaire, à Montpellier, de ses zones d'emplois et du quartier Ovalie. Il s'agit également : d'une amplitude horaire élargie jusqu'à 22 heures pour les lignes urbaines 6, 7, 9, pour La Ronde et pour les lignes 15 et 19 ; d'une réorganisation complète des secteurs Cadoule-Béranger autour du pôle d'échanges multimodaux de Baillargues ; d'une refonte du réseau de l'Ouest montpellierain, avec notamment la transformation de la ligne 38 Cournonsec-Cournonterral-Montpellier en ligne structurante ; d'un renforcement de l'offre pour les communes du Nord et du Sud de la Métropole, en termes notamment de fréquences.

Le nouveau réseau améliorera la desserte des zones d'activités. Ainsi, en plus du Millénaire, l'offre de TaM s'accentuera sur la Lauze, à Saint Jean de Védas, avec la mise en place d'une nouvelle ligne permettant de desservir finement cette zone d'activités avec un nouveau tracé et de nouveaux arrêts situés au plus près des entreprises, en connexion avec la ligne 2 de tramway aux Sabines. Il s'agit aussi du secteur du Salaison, à Vendargues, avec le renforcement de la ligne 21, qui desservira désormais l'ensemble de la zone industrielle, en connexion avec le pôle d'échanges multimodaux de Baillargues.

Enfin, concernant la desserte en bus de la nouvelle gare de Montpellier Sud de France, cette dernière a été calibrée en fonction des dessertes ferroviaires prévues à l'ouverture de la gare début juillet 2018, puis en 2020 en intégrant l'urbanisation progressive du nouveau quartier Cambacérès. La desserte de bus sera ensuite remplacée par la prolongation de la ligne 1 de tramway, qui part d'Odysseum et qui va jusqu'à la gare. À ce propos, les deux lignes (la ligne 5 de tramway et la prolongation de la ligne 1) ne sont pas intégrées dans le contrat de la TaM. Elles feront l'objet de deux mandats distincts.

Qui demande la parole ? Monsieur GRAND, Madame BRISSAUD, Madame JABADO, Monsieur ROUILLEAULT, Monsieur SAVY, Monsieur SEGURA, Monsieur PASTOR, Monsieur REVOL, Monsieur LEVITA. La parole est à Monsieur GRAND.

Interventions hors micro.

Jean-Pierre GRAND

Chers collègues, laissez-les faire. Le spectacle est filmé.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, cela vous change un peu des alcôves feutrées du Sénat. Allez-y. Parlez.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, cela me change surtout des années passées à la Métropole.

Monsieur le Président

Pas de leçons, parce qu'on va vous aussi ressortir votre passé, qui n'est pas glorieux par moment. Continuez. Parlez des transports à Castelnau s'il-vous-plaît.

Jean-Pierre GRAND

C'est exactement ce que je souhaitais faire.

Monsieur le Président

Allez-y, ne vous retenez pas.

Jean-Pierre GRAND

Je ne vais pas me retenir, naturellement. Tout à fait par hasard, les services de la Ville de Castelnau ont eu en main un projet de desserte des transports au Sud. Naturellement, nous avons été un peu étonnés d'avoir en main ce document de la Métropole. Nous avons été encore plus étonnés de n'avoir jamais été associés à la concertation. Quant à moi, je peux porter témoignage aujourd'hui de mon étonnement encore plus grand du fait que ce document ne corresponde en aucun cas à tous les engagements qui auraient été pris par la Métropole ces dernières années.

Je résume. De quoi s'agit-il ? J'étais tout à fait d'accord avec vous sur ce sujet : il y avait au départ l'idée d'une ligne de tramway partant de Sablassou pour rejoindre Montpellier à Ernest GRANIER. Naturellement, aujourd'hui, on n'est pas dans cette vision. En revanche, on avait arrêté le principe que nous mettrions en place des lignes de bus à cadences rapides en site propre.

Monsieur le Président

C'est ce qu'on vient de dire.

Jean-Pierre GRAND

Non, pas du tout, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Il n'est pas possible d'être malhonnête comme cela. Madame CASSAR, vous qui êtes honnête, qu'est-ce que j'ai dit tout à l'heure sur Sablassou ? « *Ligne renforcée de bus.* »

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, « *ligne renforcée de bus* » ne veut pas dire « *en site propre* ». Ce que j'ai vu passait aussi avenue Marcel Dassault, cela bifurquait. En fait, concernant le problème qui se pose aujourd'hui – je ne vais pas aller beaucoup plus loin –, je veux simplement vous dire qu'il faut que nous revenions à une vraie desserte de ce secteur. On avait prévu à la ZAC Eurêka un transport en commun en site propre.

Monsieur le Président

Mais c'est prévu !

Jean-Pierre GRAND

Non !

Monsieur le Président

Ne dites pas non. Monsieur OUNOUGH, Directeur du service, me dit que ce que vous dites est absolument faux. Vous mettez en cause la parole des fonctionnaires. C'est incroyable ! Vous mettez tout le temps les gens en cause. Vous mentez en permanence. Vous avez dit qu'on n'avait pas soutenu le Président MACRON la dernière fois. Je rêve ! Vous avez parrainé Monsieur JUPPE. C'est votre droit. Mais ne mentez pas !

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, excusez-moi, mais je sais encore lire un plan. Ce plan est en couleur.

Monsieur le Président

Je demande aux journalistes de noter que le plan est en couleur. C'est un argument incontournable.

Jean-Pierre GRAND

Cela permet de mieux le lire. Je dois vous dire que ce qui est programmé n'a rien à voir avec ce que nous avons décidé en son temps.

Monsieur le Président

Vous ne pouvez pas savoir combien je regrette de vous avoir fait élire sénateur. Franchement, si vous défendez Montpellier et sa Métropole, au Sénat, comme vous le faites, on a vraiment du souci à se faire.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, je vais vous dire quelque chose qui va peut-être vous paraître un peu énorme. Quand Georges FRECHE était Président de la Métropole, quand Jean-Pierre MOURE était Président de la Métropole, quand Monsieur FINA était Adjoint au Directeur de ces deux personnes et d'autres à leurs côtés, en douze ans...

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, la Métropole n'existait pas du temps de Georges FRECHE. Ne faites pas le pitre.

Jean-Pierre GRAND

Il s'agissait de l'Agglomération. En douze ans, quatre lignes de tramway ont été construites. Vous mettez cinq ans pour trouver un tracé pour une ligne. Alors excusez-moi, mais on n'a pas de leçon à recevoir.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, je parlerai de tout ce que vous me dites avec le Maire de Castelnau, mais pas avec vous. Vous dites des mensonges à chaque mot.

Jean-Pierre GRAND

N'hésitez pas.

Monsieur le Président

En plus, vous traitez vos collègues de pitres. Ce n'est pas joli, joli. Ce n'est pas agréable. Monsieur TRAVIER n'a pas du tout apprécié. Madame BRISSAUD, relevez le niveau, je vous prie.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, à moins que je ne me trompe, les bus qui roulent en ville à Montpellier – vous préciserez le reste s'il y a lieu – roulent au GPL... Pardon, au GNV. Donc au gaz en tout cas. Cela n'est pas le cas du suburbain. Ma question portera là-dessus. Je vous félicite si vous voulez – puisque vous aimez quand même être félicité – de l'augmentation du trafic. C'est important.

Monsieur le Président

À qui parlez-vous ? À moi ?

Anne BRISSAUD

Oui. Vous me le dites en Conseil municipal : je ne vous félicite pas assez.

Monsieur le Président

Madame BRISSAUD, je ne suis pas sensible aux flatteries.

Anne BRISSAUD

Tant mieux.

Monsieur le Président

Il existe dans le rituel maçonnique une phrase très simple, que je vais vous confier. « *Méfie-toi, quand ton frère te flatte, qu'il ne te corrompe.* »

Anne BRISSAUD

On n'est pas frères.

Monsieur le Président

Vous ferez le distinguo.

Anne BRISSAUD

En ce qui concerne le réseau de proximité – j'y reviens –, je suis pour le bus.

Monsieur le Président

On est contents.

Anne BRISSAUD

Il était important surtout de densifier le réseau de bus. Cela n'est pas contre la fluidité. Il faut des réseaux en site propre, des lignes vraiment dédiées aux bus, voire des lignes mixtes à certains endroits. Il est essentiel en centre-ville, notamment à Montpellier, d'avoir des lignes partagées. Mais la loi NOTRe a permis de faire entrer le suburbain en ville. Aujourd'hui, on a déjà quelques soucis de circulation à Montpellier, qui ne vont pas dans le sens de la propreté de l'air et d'une bonne qualité de notre air. Je ne voudrais pas que cette densification, cette amélioration du réseau de bus se fassent au détriment de notre air. Donc je voudrais que vous répondiez à cette question : est-ce qu'il est prévu d'augmenter le nombre de bus propres sur notre Métropole ? Est-ce que les sous-traitants qui vont travailler avec TaM, pour continuer à fournir une qualité de services et d'exploitation nécessaire, travailleront au gaz, mais pas au gasoil ? Est-ce que vous le garantisiez ?

Monsieur le Président

Oui, Madame BRISSAUD. Il s'agit d'un oui sans réserve.

Anne BRISSAUD

D'accord. Très bien.

Monsieur le Président

Il s'agit de gaz de ville, et bientôt de bioéthanol.

Anne BRISSAUD

Et jamais d'électricité ?

Monsieur le Président

On peut aussi. Mais c'est encore un peu expérimental sur les grandes distances. Mais on est prêts à tout pour la transition énergétique et écologique. *Eye to eye with you.*

Anne BRISSAUD

Au passage, vous pouvez augmenter le nombre de parcs sécurisés à vélos pour les habitants des villes, parce qu'il y en a toujours qui se plaignent énormément des vols de vélos, qu'ils soient électriques ou non.

Monsieur le Président

Merci, Madame BRISSAUD. Madame JABADO.

Claire JABADO

Bonsoir, Monsieur le Président, chers collègues. Ce soir, je vais bien sûr voter cette attribution, parce qu'il s'agit de l'attribution de notre nouveau prestataire. Je participe activement aux commissions transport. Je remercie surtout Karim OUNOUGHFI qui sait répondre avec précision à toutes nos questions, ainsi que son personnel qui participe également.

Je relève dans le document qui nous est remis un élément fondamental. Je suis désolée mais je vais prêcher un peu pour les gens qui habitent dans les communes. Il s'agit d'un regard d'équité envers chaque métropolitain. Je n'ai peut-être pas assez d'éléments parce que nous attendons toujours le schéma directeur de mobilité. Dans ce document, je constate quand même une phrase qui me surprend et qui, je pense, va relever l'anxiété chez les Grabélois.

Par exemple, je cite la ligne 23 de Prades-le-Lez qui va être renforcée. Je suis contente pour la commune de Prades-le-Lez. Mais en termes d'équité, aujourd'hui, il y a déjà 32 bus par jour à Prades-le-Lez, mais 24 à Grabels. Un lycéen de Prades-le-Lez met 53 minutes pour aller de Prades-le-Lez au lycée Jean MERMOZ. Un Grabélois met une heure et demie. Pour moi, ce n'est pas de l'équité. Certes, nous avons le tramway à notre porte. C'est à 3,5 kilomètres. Mais pour relier Grabels au tramway, les lycéens sont très nombreux à faire du stop, recourir au covoiturage ou demander aux parents. J'attends beaucoup de ce schéma directeur de mobilité, qui va nous fournir plus de précision. À la dernière commission, il nous a été dit qu'au mois de juin on allait avoir des présentations du schéma par secteur. Pour nous, c'est le secteur Piémonts et Garrigues. Nous attendons toujours les dates. Je voulais savoir si ces dates seront fixées bientôt, pour qu'on puisse organiser ces rencontres fort intéressantes, qui nécessitent aussi un débat. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur RICO peut nous répondre sur ce point, puisque cela ne concerne pas directement la DSP.

Jean-Pierre RICO

Effectivement, c'est au cours du mois de juin que l'on va réaliser l'ensemble de ces réunions de présentation des projets, qui vont être amendés au fil du temps. L'objectif est que les premières opérations, quel que soit l'opérateur, puisque la délibération n'est pas prise, puissent intervenir à compter de septembre 2018.

Monsieur le Président

En fait, ce que je vous ai présenté sera mis en place en 2018 et 2019. Mais nous avons prévu de renforcer la ligne 24 de Grabels, comme je l'ai dit d'abord de façon prudente aux Grabélois lorsque nous avons négocié le RD27. Aujourd'hui, je vous le dis de façon affirmée. Monsieur le Conseiller général, vous pouvez tweeter. Ne vous endormez pas. Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Je voulais dire une chose. Mais avant je voudrais revenir un instant sur le débat précédent. J'ai retenu deux points dans le débat –qui a été beaucoup trop houleux, il faut apprendre à discuter de façon plus calme. Premièrement, Monsieur GRAND a droit à la parole comme l'ensemble des 92 membres de cette Assemblée. Cela ne se discute pas. Deuxièmement, le point qu'il a évoqué, à savoir est-ce qu'il s'agit d'un bus en site propre et pas simplement d'un bus à haute cadence, est un point très sérieux. J'espère que cela sera bien clair dans le schéma directeur des mobilités dont on vient de parler à l'instant. C'est un point qui doit être acquis. C'était ce qui était prévu autrefois comme ligne 6. C'est un secteur en plein développement de notre agglomération. C'est un bus en site propre qu'il nous faut. Allez à Nantes, par exemple, et voyez la différence entre les bus en site propre et les bus ordinaires : elle est tout à fait considérable.

Monsieur le Président

Attendez, Monsieur ROUILLEAULT. Comparons ce qui est comparable. L'urbanisme de Nantes n'a rien à voir avec l'urbanisme de Montpellier Méditerranée Métropole. Vous n'avez pas de chance : j'y suis allé il y a un mois ; je ne connaissais pas du tout. J'ai tout fait à pied et j'ai vu les grandes avenues, la dilatation de l'espace public. Cela n'a rien à voir avec Montpellier.

Henri ROUILLEAULT

En tout cas, les bus en site propre ne sont pas mal et coûtent deux fois moins chers que le tram.

Monsieur le Président

Je suis de votre avis.

Henri ROUILLEAULT

Je suis pour un bus en site propre dans ce secteur-là.

Monsieur le Président

Le fait que vous souteniez Monsieur GRAND est un peu fort.

Henri ROUILLEAULT

On peut se soutenir sur certains dossiers. On n'est pas en guerre, dans une Assemblée.

Monsieur le Président

Mais vous ne gagnerez jamais Castelnau.

Henri ROUILLEAULT

Ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui. On verra bien.

Monsieur le Président

Il faut manger du Top 7 pour aller aux élections. Il ne faut pas y aller comme cela.

Henri ROUILLEAULT

Je vous ai entendu dire que la politique était un sport de combat. Ce n'est pas tout à fait ma conception.

Monsieur le Président

Je vois les résultats du PS à Castelnau. Je pleure. C'est ma famille.

Henri ROUILLEAULT

On verra bien.

Deuxièmement, ce qui est demandé dans la délibération est d'approuver le choix entre la TaM et Transdev. C'est bien cela que nous allons voter en votant la délibération. En ce qui me concerne, je la voterai. J'ai lu le gros dossier qui nous a été envoyé. On voit qu'un travail considérable a été fait par les services, avec de très nombreuses réunions. Ce travail visait non seulement à choisir entre les deux prestataires, mais aussi à améliorer la prestation. Je trouve donc que c'est un travail très sérieux qui a été fait. Il est normal que nous le votions.

J'ai simplement une petite question à poser. Cette mise en concurrence était assez étonnante, puisqu'on avait d'un côté la TaM, dont Transdev et son actionnaire la Caisse des dépôts sont un partenaire minoritaire, et de l'autre côté Transdev, qui a pour actionnaire la Caisse des dépôts et Véolia. J'en ai un peu discuté en aparté avec EL KANDOUSSI, mais cela mérite d'être connu par l'ensemble de nos concitoyens. Il y a sûrement eu des mesures pour faire en sorte que la concurrence se fasse dans de bonnes conditions, alors que le sujet était très particulier, puisque Transdev était quelque part du côté des deux candidats.

Monsieur le Président

J'entends bien. Je n'ai pas de leçon à vous donner, mais la prochaine fois, Monsieur ROUILLEAULT, dites « *Monsieur* » EL KANDOUSSI.

Henri ROUILLEAULT

Abdi EL KANDOUSSI. Il n'y a pas de problème.

Monsieur le Président

Vous avez dit « *EL KANDOUSSI* ». Vous n'auriez pas dit : « *J'ai discuté avec REVOL* » ou « *J'ai discuté avec RAYMOND* ». Vous auriez dit : « *J'ai discuté avec le Maire de Montaud, Monsieur RAYMOND.* » C'est un petit détail. Mais la vie, c'est fait de détails.

Henri ROUILLEAULT

C'est le président de la TaM.

Intervention hors micro d'élus.

Je ne suis pas choqué qu'on m'appelle par mon prénom.

Monsieur le Président

Ne tombez pas dans la dialectique « *solférinienne* ».

Henri ROUILLEAULT

Je parlais d'Abdi EL KANDOUSSI, bien évidemment.

Monsieur le Président

Voilà. J'ai considéré que c'était une faute, une coquille. C'est une coquille. Allez-y, Monsieur SAVY. Monsieur le Maire de Juvignac.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais revenir sur le sujet. Pour Juvignac, je voudrais dire ici que je me réjouis des profonds remaniements de la ligne 25 qui tourne à l'intérieur de la commune et qui rejoint la ligne 3 sur la Mosson, qui résulte d'un travail important mené avec les services de la Métropole, mais surtout avec Jean-Pierre RICO qui, depuis qu'il a cette charge, avec la commune de Juvignac, est venu sur place vérifier, notamment la topographie. Il a produit un travail important avec les services, dont Karim OUNOUGHI naturellement. L'idée, effectivement, est que les modifications importantes permettent de desservir – c'est le cas – les 11 783 habitants de Juvignac aujourd'hui, puisque l'ancienne ligne ne desservait pas environ 40 % des habitants, notamment dans les nouveaux quartiers qui sont irrigués avec des services publics actuels et futurs. Enfin, cette modification permet d'irriguer et de rabattre les habitants vers le terminus de la ligne 3 du tram, pour éviter ici que les voitures encombrent tous les matins la Ville de Montpellier, et d'autre part, d'encourager les déplacements doux, la mobilité active, en évitant l'autosolisme (être seul dans sa voiture) et en pouvant circuler avec l'énergie musculaire. Donc merci pour ce travail.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur SAVY. Je ne dis pas : « merci SAVY ». Je dis : « *merci, Monsieur SAVY* », ou merci « *Monsieur le Maire* ». Monsieur SEGURA. Je ne dis pas : « *SEGURA prend la parole* ». Monsieur SEGURA, Monsieur le Maire de Villeneuve. Il y a quand même certains codes à respecter.

Noël SEGURA

Monsieur le Président, mes chers collègues, simplement, je voulais faire remarquer qu'il est dommage que la ligne 41, qui est créée jusqu'à la Lauze, n'arrive pas jusqu'au pont de Villeneuve. Parce qu'aujourd'hui, plus de 500 personnes habitent là. On a des problèmes de transport dans cette zone. C'est un lien qui me semble important, qui nous permettrait de prendre le tramway de Saint Jean de Védas, pour celles et ceux qui veulent se rendre en ville. Je pense que cela serait une économie peut-être sur l'autre transport 32. Cela est à vérifier. J'aurais aimé que cette étude soit faite sur le pôle d'échanges multimodaux à Villeneuve-lès-Maguelone qui, aujourd'hui, transporte 22 000, mais qui pourrait être demain encore plus utilisé. Donc on serait en ligne propre, en sachant tous les bouchons qu'il y a sur la 612 et la 185, qui sont des routes à forte et à grande circulation – dont l'une est classée rouge.

Monsieur le Président

On note votre proposition.

Noël SEGURA

Merci, Monsieur le Président. Merci Philippe.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER ? Il n'est pas là. Je passe au suivant. Monsieur PASTOR.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, le problème des transports est un problème majeur dans notre secteur, surtout qu'on a tendance à se comparer à nos voisins. Mais je voudrais rappeler quand même l'histoire. Castries ne faisait pas partie du District initialement. Les premières dessertes étaient faites par le District. Tout le monde me dit qu'« *à Vendargues, ils ont beaucoup plus de bus et d'arrêts de bus que ce qu'on a* ». On a deux arrêts de bus à Castries. On a eu des réunions. J'ai rencontré plusieurs fois Karim. En plus, puisqu'il habite à Sussargues, il s'arrête à Castries et on boit l'apéro à 7 heures du soir. C'est parfait. Il y avait une grosse demande de tout le secteur pour rééquilibrer cela vers le PEM de Baillargues. Monsieur le Président, vous avez dit que cela était entendu. Je suppose qu'il y aura des détails à affiner. Mais le principe est retenu.

Par contre, vous avez parlé au tout début d'une ligne à forte cadence qui arriverait jusqu'à Sablassou, puis Castries. À quelle échéance cela est-il prévu ?

Monsieur le Président

Dans un deuxième temps. À moyen terme.

Gilbert PASTOR

À moyen terme. C'est-à-dire ? À moyen terme. Bien. La moyenne, c'est dix.

Monsieur le Président

J'ai dit plus tard.

Gilbert PASTOR

Vous parlez du parc d'activités du Salaison. Mais il y a aussi celui de Via Domitia derrière. Est-ce que vous prévoyez de faire passer cette ligne cadencée sur l'ex-voie ferrée ? D'où la question suivante : où en est-on de l'achat de la voie ferrée jusqu'à Castries ?

Monsieur le Président

C'est une option. Les deux voies ferrées que nous avons dans le viseur sont celles-ci : l'ancienne voie ferrée de Sommières et celle qui passe à Cournonsec.

Gilbert PASTOR

L'avantage est qu'il n'y a pas d'expropriation. On achète tout d'un coup. Cela satisferait tout le monde.

Monsieur le Président

Je répondrai en off, parce que cela mettrait en cause d'autres collectivités et je n'ai pas envie d'être polémique.

Gilbert PASTOR

Merci, Monsieur le Président. Excusez-moi pour la question.

Monsieur le Président

Mais les deux lignes sont véritablement dans notre objectif.

Gilbert PASTOR

Cela fait un moment qu'on a annoncé cela.

Monsieur le Président

Bien sûr. Cela fait une dizaine d'années.

Gilbert PASTOR

Initialement, c'était uniquement jusqu'à la gare de Castries, là où est né Pierrot. Pardon, Monsieur DUDIEUZERE.

Monsieur le Président

Ce n'est pas le fait de l'appeler par son prénom. Ce n'est pas cela le sujet.

Gilbert PASTOR

Je plaisante.

Monsieur le Président

Le sujet est de l'appeler par son nom de famille sans « *Monsieur* » devant. C'est autre chose.

C'est dans le contrat de plan État-Région. Cette une réflexion que nous avons avec la Région, sur l'étoile ferroviaire de Montpellier.

Gilbert PASTOR

En tout cas, merci pour ces modifications qui vont satisfaire une partie de nos concitoyens, parce qu'on est un endroit qui construit. Il n'y a pas que Castries : il y a Saint-Drézéry, Restinclières, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, etc. Ils passent automatiquement à cet endroit-là. La route vers Baillargues est une excellente chose.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PASTOR. Monsieur REVOL a demandé la parole.

René REVOL

Monsieur le Président, je serai bref, parce que j'interviens ici en tant que maire de Grabels pour acter l'engagement que vous avez pris à la suite de l'intervention de ma collègue, Madame JABADO. Car vous le savez, vous l'avez vu dans une réunion publique à Grabels, que la population est très attachée à un renforcement du réseau de bus. J'ajoute deux arguments simples. Nous avons présenté le PADD de notre PLUi en Conseil municipal. Il va revenir en Conseil métropolitain le mois prochain. Il détermine très clairement des zones. Grabels est intégrée dans le cœur de la Métropole, au même titre que Montpellier et d'autres communes qui sont dans le cœur de la Métropole. Il est clairement marqué dans ce PADD que toutes les Villes et les quartiers qui sont dans le cœur de la Métropole doivent avoir le même type de réseau de transports en commun, assez dense pour répondre aux besoins de la population. Je regrette d'ailleurs à ce sujet qu'on mette un peu la charrue avant les bœufs, parce que, théoriquement, on adopte en Assemblée un schéma directeur de mobilité et c'est ce schéma directeur de mobilité, qui est posé sur la table et qui sert de compétition à l'intérieur de la DSP, qui doit être négocié. On est passé directement par la DSP. J'imagine qu'on corrigera le tir. Mais je voulais vous dire que, quand on discute de transport en commun, un critère social est aussi avancé. Il y a un critère environnemental et un critère social. Concernant le critère social, je vous rappelle que la ville de Grabels a un taux de pauvreté de 19 %. Il est supérieur à la moyenne de la Métropole (17 %). Il n'est pas encore au niveau de celui de Montpellier (27 %). Mais il est plus élevé. Deuxièmement, le taux de chômage est également supérieur au taux de chômage moyen. Le nombre de logements sociaux a été multiplié par cinq en huit ans. Je me souviens d'une discussion que j'avais eue avec notre collègue Jean-Pierre MOURE quand il présidait cette Assemblée : il m'avait avancé ces trois critères-là. Ces trois critères sont aujourd'hui remplis. Ils étaient déjà en partie remplis à l'époque d'ailleurs. Voilà la raison qui nous amène à nous féliciter si vous prenez l'engagement de renforcer la ligne 24.

Je souhaite poser une petite question. J'ai lu attentivement le dossier qui nous a été envoyé. Vous pourrez peut-être me répondre directement. Je vois que tous les vélos, vélomag, ne font pas partie de l'offre. Comment cela va être réglé maintenant ? Il s'agit à la fois des garages à vélos et de l'offre de vélos. Quand est-ce qu'on discute de cela ?

Monsieur le Président

Dans un an.

René REVOL

Dans un an. D'accord.

Monsieur le Président

Monsieur LEVITA.

Max LÉVITA

Je ferai une intervention très rapide. Aucun intervenant n'a parlé du coût de la DSP, ce qui, mes chers collègues – je vous demande de le remarquer –, est assez révélateur. En un mot, sur le plan financier, cette délégation de service public est une excellente opération. Elle a été très bien conduite. Je voudrais féliciter ceux qui l'ont fait.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LEVITA. Madame MIRALLES. Madame la Députée de la première circonscription de l'Hérault.

Patricia MIRALLES

Monsieur le Président, chers collègues. Monsieur le Président, je pense que vous devriez instaurer quelque chose qu'on appelle les suspensions de séance. J'ai attendu patiemment. Mais je suis profondément choquée.

Monsieur REVOL a tenu des propos tout à l'heure qui sont inadmissibles. Il a répété trois fois tout haut : « *Fermez-là !* » avec un regard profond et agressif. Je lui ai demandé gentiment de ne pas dire de choses comme cela. Je voudrais dire, Monsieur REVOL, que si des personnes acceptent ces propos, moi, devant la bêtise humaine, devant l'injustice, devant les discriminations, jamais je ne me tairai. Quand on est fier comme vous de brûler l'effigie du Président de la République, c'est moi qui vais vous le dire : fermez-là !

Monsieur le Président

Monsieur REVOL. Il y en a qui disaient que la Métropole n'était pas politisée.

René REVOL

On ne va pas poursuivre la polémique. Madame, on va rester très calme. Il m'arrive d'aller à Paris et d'assister aux séances de l'Assemblée nationale. J'y suis allé trois fois. D'ailleurs, à chaque fois, vous n'y étiez pas. C'est un fait. On a dû se croiser.

Patricia MIRALLES

Intervention hors micro

René REVOL

Vous voyez que vous m'interrompez. Je ne vous ai pas interrompue. Vous m'interrompez. Moi, je ne vous ai jamais interrompue.

Je vous dis qu'il arrive que dans une enceinte républicaine il y ait des voix un peu plus fortes. Ce à quoi j'ai assisté à l'Assemblée était encore plus violent qu'ici. Donc il ne faut pas s'offusquer comme cela. Il faut vous habituer aux débats politiques.

Deuxièmement, concernant la remarque que j'ai faite – j'y tiens beaucoup et je l'ai dit au Président directement – : c'est lui qui est en charge de la police de l'Assemblée. À partir du moment où un orateur a la parole, légalement, qui lui a été donnée par le Président, il doit développer son argumentation. S'il est trop long, il peut lui faire signe qu'il faudrait qu'il accélère. Mais il doit absolument faire que les autres n'interrompent pas son propos. Tout à l'heure, il n'a pas joué son rôle, comme il le fait à chaque fois avec Jean-Pierre GRAND. Je trouve cela anormal. Peut-être que Monsieur SAUREL a un compte à régler avec Monsieur Jean-Pierre GRAND à travers cela. Mais ici je m'adresse au Président de la séance.

Monsieur le Président

Je vais vous interrompre. Cela en fera deux.

René REVOL

Le Président de la séance doit garantir la libre expression.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL, ce n'est pas moi qui ai des problèmes avec Monsieur GRAND. C'est vous.

René REVOL

Pourquoi ?

Monsieur le Président

Vous prenez des bains tout nus dans le Lez ensemble. Vous êtes photographiés par toute la presse locale. Moi je n'ai jamais fait cela avec Monsieur GRAND. Je ne l'ai pas fait non plus avec vous. C'est quand même drôle de me dire des choses pareilles, Monsieur REVOL. Allez, un peu d'humour.

René REVOL

Mon cher ami, j'ai de très belles photos où vous êtes dans le château de Grabels en train de jouer à un jeu avec moi. Je n'en fais aucun mystère.

Monsieur le Président

Je ne suis pas tout nu dans la rivière.

René REVOL

J'essaie d'avoir des rapports normaux avec tout le monde. Si vous voulez qu'on se baigne dans le Lez une fois qu'il sera propre, je suis à votre disposition.

Monsieur le Président

Je ne suis pas tout nu dans la rivière. Madame BOUALLAGA, puis Madame MIRALLES. Attendez. Monsieur GRAND. Vous avez été mis en cause parce que vous vous êtes baigné dans le Lez. Madame BOUALLAGA, Monsieur GRAND puis Madame MIRALLES.

Sabria BOUALLAGA

Puisque l'équité est une chose qui est chère aux yeux des Grabélois et de leurs élus, je demande à Monsieur REVOL d'interroger celui qui n'a cessé de me harceler quand je prends la parole – il ne le fait qu'avec moi. Pour n'en nommer qu'un, c'est Monsieur COUR. D'ailleurs, Monsieur ROUILLEAULT, je vous en veux. Vous avez pris la défense de Monsieur GRAND, mais vous n'avez pas pris la mienne. Je me demande pourquoi. L'équité, c'est d'abord ici. Votre collègue, Monsieur COUR, passe son temps à essayer de faire diversion pour me perturber, ce qu'il n'arrive pas à faire, mais je trouve quand même abominable et scandaleux que cela se passe ici. L'équité doit être partout. Monsieur le Président, si cela continue, je vais vous demander de me changer de place, ou alors de faire comme ce qu'a dit Madame MIRALLES, à savoir des suspensions de séance. Ce n'est pas possible. Quand quelqu'un prend la parole, je ne suis pas là à le harceler. Il faut entendre ce qu'il se raconte derrière !

Monsieur le Président

Madame BOUALLAGA, j'ai joué au foot pendant vingt ans. Au marquage, entre le 6 et le 8, qu'est-ce qu'on se met et qu'est-ce qu'on s'insulte. C'est celui qui pète les plombs qui a perdu et il prend un carton rouge de l'arbitre. C'est toujours comme cela. On s'accroche le short quand on saute. C'est comme cela. Il faut avoir l'habitude de cela. Mais je vous comprends : ce n'est pas agréable.

Sabria BOUALLAGA

Ce n'est pas agréable. Mais il faut de l'équité aussi.

Monsieur le Président

Et il faut de l'équité. Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, j'ai, dans ma vie, siégé dans de nombreuses Assemblées, longuement. Je siége ici à la Métropole depuis 1983.

Monsieur le Président

C'est trop !

Propos inaudibles.

Jean-Pierre GRAND

Je n'ai jamais vu, Monsieur le Président, un tel abaissement de l'institution.

Monsieur le Président

Quel moraliste !

Jean-Pierre GRAND

Votre façon de présider est guignolesque, indigne et rabaisse l'institution.

Monsieur le Président

En plus des pitres, on est des guignols.

Jean-Pierre GRAND

Vous allez le faire sans nous. Je ne peux pas cautionner une telle tenue d'une Assemblée...

Propos inaudibles.

Monsieur le Président

Au revoir, Monsieur GRAND. Au revoir, Monsieur GRAND. Au revoir, Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

... dont la responsabilité vis-à-vis de nos communes est aussi importante. Monsieur le Président, je vous laisse vous amuser avec vos amis.

Monsieur le Président

Allez, rentrez à la maison. À la soupe !

Madame MIRALLES, répondez-donc à Monsieur REVOL.

Patricia MIRALLES

Excusez-moi, je reprends la parole parce que Monsieur REVOL m'a attaquée sur mon travail parlementaire, ce que je ne fais jamais ici d'ailleurs. Monsieur REVOL, vous savez comment cela fonctionne. Je suis commissaire à la défense. On a des commissions, on travaille, on a des auditions. Donc quand je ne suis pas dans l'hémicycle, c'est parce que je suis en audition. Je ne vous permets pas de dire, Monsieur, que je ne suis pas à Paris en train de travailler, parce que si mon mari me regarde, il va se demander où je suis, moi le lundi soir, le mardi, le mercredi, le jeudi à Paris. Donc je ne vous permets pas de dire des choses pareilles. Merci.

Monsieur le Président

C'est très bien. Allez-y.

Audrey LLEDO

Merci de me donner la parole. Je voulais juste faire un point sur le règlement. Apparemment tout le monde ne connaît pas le règlement. « *Article 19. Police des assemblées. Le Président de la Métropole a seul la police de l'Assemblée et peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre.* » Cela est intéressant. Il y a un autre point qui m'intéresse et je pense qu'il est bon de le savoir. « *Article 30. Suspension de séance. Le Président met aux voix toute demande de suspension de séance formulée par au moins quinze membres du Conseil de Métropole. La suspension de séance demandée par le Président est de droit. Dans les deux cas, le Président fixe la durée des suspensions de séance.* »

Monsieur le Président

Madame LLEDO, merci pour cette précision. Puis-je vous poser une question, puisque vous avez le règlement sous les yeux ? Est-ce qu'il y a, après le mot individu, un -e entre parenthèses ?

Audrey LLEDO

Je croyais que vous ne vouliez pas mettre d'écriture inclusive dans les documents officiels ?

Monsieur le Président

Parce qu'il y a parfois des individus, avec un -e, qui créent des problèmes. Vous voyez ? Donc il faut que vous demandiez une modification du règlement intérieur.

Je mets aux voix l'affaire n° 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

C'est dingue, tout cela pour cela ! C'est la grande harmonie. C'est la philharmonie.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 3 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - TRAIN DE LA FRENCH TECH - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 3, concernant le train de la French Tech, entre Montpellier, Perpignan, Barcelone et Madrid. Il s'agit d'un train qui est affrété à Montpellier. C'est Madame MARION qui nous représentera pour faire le trajet, avec les start-up et avec la Région, qui est partenaire également. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 4 : ÉTAT DE REALISATION 2017 DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 4, rapportée par Monsieur SEGURA. Il s'agit de l'état de réalisation 2017 du Programme Local de l'Habitat (PLH). Qui demande des précisions au rapporteur, Monsieur SEGURA, Maire de Villeneuve-lès-Maguelone, Vice-Président de la Métropole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstention : 1 voix.

S'est abstenu : M. H. MARTIN.

AFFAIRE N° 5 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - ECOLOTHEQUE - PROTOCOLE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES CONCERNANT L'ACCES AU PROGRAMME ECOMETROPOLE DANS LE CADRE DU SCHEMA DE MUTUALISATION MODIFIE PAR DELIBERATION DU 25 JANVIER 2018

Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. G. BALAZUN, M. A. MOYNIER, et M. R. REVOL entrent en séance.

M. P. KRZYZANSKI, M. J-P RICO, M. G. LANNELONGUE, M. J-L COUSQUER sortent de séance.

(Le pouvoir de M. R. COTTE donné à M. KRZYZANSKI est temporairement annulé).

M. J-N FOURCADE sort définitivement de séance sans donner de pouvoir.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 5, concernant l'écolothèque. Il s'agit du protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes concernant l'accès au programme. Qui demande des précisions à la Vice-Présidente Madame JANNIN ? Madame TOUZARD demande la parole.

Isabelle TOUZARD

Bonsoir. Monsieur le Président, chers collègues, tout le monde connaît la qualité des services, des prestations données par l'écolothèque. Cette expérience est quasiment unique en France.

Il est certain que ce modèle-là est difficilement reproductible sur le territoire, d'où l'intérêt d'apporter une prestation directe, en appui aux communes. Il est question dans cette délibération d'instituer – cela a déjà été fait de manière expérimentale – ces prestations et de les tarifier. Je voudrais juste attirer votre attention.

Ce tarif doit être étudié. Je comprends qu'il le soit. Mais l'écolothèque aujourd'hui est située de telle manière – forcément, il faut bien qu'elle se trouve quelque part – que tous les enfants des 31 communes de la Métropole n'y ont pas accès, ou difficilement.

Quand on habite une commune éloignée, on y a moins accès que quand on habite à Saint Jean de Védas ou à Montpellier. Je comprends bien qu'il s'agit de ne pas reproduire des écolothèques partout sur le territoire. Cela n'aurait pas de sens économique. Par contre, faisons attention à ce que l'accès à ce service, qui est métropolitain, fourni par l'écolothèque au travers de cette politique tarifaire, que cette nouvelle disposition maintienne l'équité sur le territoire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame TOUZARD. Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Effectivement, ce programme particulier, qui avait été d'abord mis en place à titre expérimental, est maintenant conforté au travers d'un protocole avec les différentes communes. Pour revenir un peu sur ce sujet, il s'agit vraiment d'une mise à disposition du savoir-faire de l'écolothèque au profit des agents communaux et métropolitains. Comme vous le dites, il n'est absolument pas question de multiplier les coûts en créant des mini écolothèques dans les différentes communes de la Métropole, mais bien de mutualiser et d'avoir une intelligence collective par rapport à ses fonctionnements. Il est vrai que les questions de développement durable en général sont extrêmement transversales. Nous sommes tous amenés, quand on traite ces questions-là, à aller chercher partout l'information, à amener les projets qui sont bons à un endroit à un autre endroit. On est vraiment dans une mise en place d'une intelligence collective. C'est bien ce qui est proposé ici. Le but est d'apporter des connaissances techniques très concrètes, qui sont adaptées à l'activité périscolaire, avec l'organisation d'ateliers pédagogiques intercommunaux, qui permet de transmettre le savoir. D'une part nous avons la compétence. Mais ce qui est important, c'est de diffuser au maximum la connaissance et la sensibilisation aux questions environnementales en général. C'est ce que fait l'écolothèque auprès des enfants. Les objectifs sont de pouvoir donner l'accès au maximum à tous les enfants de la Métropole et, bien entendu, vous le rappelez, de manière égalitaire aux préoccupations environnementales et d'apporter aux équipes pédagogiques communales, qui sont déjà en place et ont aussi leur propre savoir-faire, des appuis techniques et pédagogiques pour la mise en place de projets d'animation sur les thématiques liées au développement durable.

Je peux peut-être préciser certains points forts qui ont été identifiés dans l'action en 2017. Il s'agit tout d'abord de la création d'un comité de pilotage, avec huit communes. On est vraiment dans une démarche de co-construction, une démarche participative, avec les communes de Castelnau-le-Lez, Clapiers, Fabrègues, Lattes, Lavérune, Saint Jean de Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. On voit bien que la force de l'intercommunalité existe, permet d'aller de l'avant, de mutualiser, de partager les connaissances. On a également élaboré un protocole de partenariat entre la Métropole et les communes, qui a été signé par dix-neuf communes, dont la commune de Murviel-lès-Montpellier à laquelle vous faites partie d'ailleurs. Je suppose que le cadre de ce protocole vous convient. On a également établi avec le groupe de travail un catalogue d'ateliers pédagogiques. L'écolothèque constitue une bibliothèque absolument incroyable d'outils pédagogiques qui sont à disposition et d'ailleurs en ligne sur le site internet, ce qui est assez formidable et ce qu'on ne sait pas assez. Je vous invite à aller regarder sur ce site internet. On a vraiment des trésors de pédagogie. Il s'agit également de l'accompagnement des équipes éducatives dans les structures. Cette ÉcoMétropole est un projet qui a vocation à être sans cesse en évolution, par le partage des connaissances et l'implication de tous les acteurs.

Monsieur le Président

Merci, Madame JANNIN. Monsieur AUDRIN, Maire de Saint Georges d'Orques.

Jean-François AUDRIN

Merci, Monsieur le Président. Je tiens à intervenir parce que le programme ÉcoMétropole a été mis en place à l'époque où j'étais Vice-Président et en charge de cette structure. Je suis très heureux de voir que les choses ont pris forme. Je tiens à féliciter Stéphanie JANNIN pour le travail qui est mené. Vous imaginez bien que je suis attentif à ce qu'elle a fait au sein de l'ÉcoMétropole et de l'écolothèque. Les choses sont réussies. Je lui adresse donc un grand bravo.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Qui demande la parole ? Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Je vous remercie, Monsieur AUDRIN, d'avoir surtout laissé après votre passage à la collectivité un vrai projet qui avait vocation encore à s'amender. Juste pour le plaisir, je vais vous citer quelques exemples de ces ateliers qui ont été proposés dans les communes. Il s'agit par exemple d'un atelier sur la réduction des déchets, de démarrer un jardin avec des enfants – c'est assez passionnant –, sur l'eau « *une source de vie fragile, à préserver et à économiser* ». Vous voyez, Monsieur REVOL, on travaille dans toutes les dimensions. Il s'agit aussi de la découverte des plantes méditerranéennes et du bouturage avec les enfants. Il s'agit du bricolage et de la récupération de palettes. Je vous invite à venir voir ce qui a été fait à l'écolothèque : c'est un vrai univers qui a été créé par les enfants. Il s'agit de l'entretien d'un jardin pédagogique sans produit chimique. Vous mesurez bien là la compétence qui est apportée à tous les intervenants qui vont, par la suite, dans leur commune, travailler avec les enfants. Il s'agit enfin d'un atelier sur les petites bêtes. Je m'arrête là.

Monsieur le Président

L'atelier sur les petites bêtes m'intéresse. Quelles sont ces petites bêtes ?

Stéphanie JANNIN

Toutes les petites bêtes qui se nichent dans le sol et qui sont extrêmement importantes pour la biodiversité. Vous savez que la quantité de vers de terre dans la terre est très importante pour la vitalité de la terre et la préservation des espèces, puisqu'en fait les vers de terre aèrent la terre, naturellement, sans avoir besoin d'une intervention autre. Monsieur le Président, ce n'est pas un travail de pitres. C'est un travail au quotidien, avec les enfants, les animateurs, les communes et toutes les personnes qui travaillent à la Métropole et qui nous accompagnent dans ces ambitieuses réflexions.

Monsieur le Président

Nous faisons attention à tous les êtres vivants. Il y en a qui s'en fichent des vers de terre. Il se fichent des animaux, de la nature, de leurs collègues. Ils les méprisent. C'est une philosophie, une façon de penser qui est assez méprisante. Je vous rejoins sur ce plan, Madame JANNIN, à cent pour cent.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 6 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - PLATEFORME TERRITORIALE DE RENOVATION ÉNERGETIQUE DES LOGEMENTS : ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. KRZYZANSKI (avec le pouvoir de M. R. COTTE) entre en séance.

Mme C. LEVY-RAMEAU; Mme I. TOUZARD, M. J-F AUDRIN et M. J-L MEISSONNIER sortent de séance. (Le pouvoir de Mme S. KERANGUEVEN donné à Mme C. LEVY-RAMEAU est temporairement annulé).

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 6, concernant la plateforme territoriale de rénovation énergétique des logements. Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Voilà une affaire importante et d'actualité. Le Conseil de Métropole du 28 juin 2017 a approuvé, par délibération, la mise en place d'une plateforme territoriale de rénovation énergétique des logements privés, autrement appelée PTRE – je le conçois, ce n'est pas encore une très belle abréviation –, avec l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) comme opérateur principal du dispositif. Cela consiste en fait en un véritable guichet unique où le particulier où la copropriété va pouvoir venir rechercher absolument toute l'information nécessaire pour la réalisation d'un projet de rénovation thermique. Aujourd'hui encore, il s'agit encore trop d'un dédale repoussoir qui empêche un certain nombre de projets de se réaliser.

Les citoyens pourront trouver dans cette plateforme de rénovation énergétique les informations concernant les travaux, la nature des travaux, la manière de les mener, de les optimiser bien entendu, toutes les aides auxquelles ils auront droit (aides financières selon le projet, les revenus, etc.), toutes les informations concernant la fiscalité, ce qui est très important d'intégrer dans les calculs que l'on fait pour son projet, les rendements suivant les choix qui seront opérés. Bref, il s'agit d'une véritable assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des citoyens. Il s'agit, pour la collectivité, pour nous tous collectivement, de simplifier et d'unifier les processus pour les particuliers et les copropriétés (le même guichet pour tout le monde), de mobiliser les professionnels en les incitant à s'organiser, se former et pouvoir apporter une réponse encore plus adéquate. Il s'agit également de mobiliser les gestionnaires des aides financières publiques et les organismes bancaires pour mettre en avant les financements existants.

Afin de construire un dispositif qui réponde à ces différentes thématiques, des partenariats ont été noués dès la phase de préfiguration avec tous les acteurs de l'habitat, du conseil grand public, de l'énergie et du bâtiment. Il est proposé aujourd'hui dans cette délibération de formaliser ces partenariats via la signature d'un accord-cadre qui rappellera les enjeux de cette plateforme ainsi que la contribution de chacun des huit signataires, qui sont Montpellier Méditerranée Métropole en tant que pilote et co-financeur du dispositif, l'ADEME, partenaire solide de la Métropole dans ce dossier et dans d'autres, qui est co-financeur, l'ALEC qui est opérateur principal du dispositif « *accompagnement du grand public sur le volet technique* », l'ADIL 34, le CAUE 34, la SERM et la CAPEB 34. Le nombre de partenaires mobilisés autour de cette plateforme sera sans doute amené à être élargi dans le temps, du fait de la montée en puissance du dispositif. Il est par conséquent proposé d'associer par la suite ces nouveaux partenaires par des avenants à cet accord-cadre.

Bref, c'est un vrai service public, qui est à la fois simple et innovant, accessible dans les locaux de l'ALEC, en plein cœur de ville. Dans le cadre de la semaine du développement durable, qui a démarré il y a quelques jours, vous signerez, Monsieur le Président, la semaine prochaine cet accord-cadre, en présence de l'ensemble des partenaires. Ce sera mardi prochain à 11 h. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame JANNIN. Qui demande la parole ? Personne ? Tout le monde est d'accord, alors. Je mets l'affaire aux voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Laurent JAOUËL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LÉVITA, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Je profite que nous soyons sur cette thématique pour dire qu'au prochain Conseil d'Administration de l'ALEC, que j'ai l'honneur de présider depuis environ un an, je céderai la présidence avec un grand plaisir à mon ami Jean-Luc SAVY, Maire de Juvignac. Je n'ai pas vocation à présider toutes les institutions. Quand je considère que les choses sont en bon ordre, c'est à d'autres de les présider.

En 1783, je n'étais pas Président de l'ALEC.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix.

AFFAIRE N° 7 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - FEUILLE DE ROUTE POUR LA QUALITE DE L'AIR - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M.H SANTARELLI et M. G. LANNELONGUE entrent en séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 7, concernant la feuille de route pour la qualité de l'air. Qui demande des précisions auprès de la Vice-Présidente Stéphanie JANNIN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 8 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE - AVENANTS AUX CONVENTIONS CADRES ET ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. CASSAR et M. T. BREYSSE sortent de séance.

M. J-L COUSQUER entre en séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 8, concernant la gouvernance et la mise en œuvre opérationnelle, ainsi que les avenants aux conventions-cadres et attribution de subventions. Il s'agit d'une autorisation de signature. Qui demande des précisions auprès de la Vice-Présidente à l'agro-écologie et à l'alimentation, Madame Mylène FOURCADE ? Je ne prends pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée, en remerciant Madame FOURCADE de représenter la Métropole dans différents colloques internationaux en français et en anglais, qu'elle maîtrise parfaitement.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE SAINT-BRES - MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME - APPROBATION DU PROJET

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 9, concernant la planification et l'aménagement durables du territoire dans la commune de Saint-Bres. Il s'agit de la modification n°1 du PLU. Y a-t-il une demande d'intervention ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - CESSIION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTREE BB N°337, SISE COMMUNE DE VENDARGUES - EXTENSION DE BIOGASH - ZONE D'ACTIVITES DU SALAISIN

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 10, concernant la cession d'une partie de la parcelle cadastrée BB n° 337, sise commune de Vendargues. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - VILLE DE MONTPELLIER - SECTEUR MOULINS DES SEPT CANS - PETIT TRAIN - PERIMETRE DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL AVEC NEXITY PROGRAMMES LANGUEDOC ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 11, concernant la Ville de Montpellier et le secteur Moulins des Sept Cans. Il s'agit du petit train, du périmètre de projet urbain partenarial, et de la convention de projet urbain partenarial avec Nexity. Qui demande des précisions auprès de Chantal MARION, Vice-Présidente ? Je ne prends pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 12 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - MODIFICATION DE LA CONVENTION DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI DES DEPLOIEMENTS DE FIBRE OPTIQUE JUSQU'A L'ABONNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 12, concernant la modification de la convention de programmation et de suivi des déploiements de fibre optique. Qui demande des précisions auprès de Chantal MARION ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 13 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CLUSTER VINSEO - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 13, concernant la convention de partenariat avec le cluster VINSEO. Y a-t-il une demande d'intervention ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - MONTPELLIER CAPITAL SANTE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION - MISSION A BOSTON ET PARTICIPATION AU SALON BIO INTERNATIONAL CONVENTION DU 2 AU 8 JUIN 2018 - AUTORISATION DE LA MISSION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 14, concernant Montpellier Capital Santé et le Pacte Métropolitain d'Innovation. Il s'agit de la mission à Boston. Madame MARION représentera la Métropole. Elle part bientôt. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE MONTPELLIER (ENSCM) POUR LE PROJET CAMPUS CHIMIE BALARD 2020 (CCB2020) - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. LARUE sort de séance.

Mme C. LEVY-RAMEAU (avec le pouvoir de Mme S. KERANGUEVEN), Mme I. TOUZARD, Mme M. CASSAR, M. J-L MEISSONNIER et M. T. BREYSSE entrent en séance.

Mme J. FRÊCHE sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. HART.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 15, rapportée par Madame MARION. Il s'agit du CPER 2015-2020 et de l'attribution de subvention à l'École Nationale Supérieure de Chimie Montpellier pour le projet Campus Chimie Balard 2020. Madame MARION, dites-nous un mot, parce que c'est un projet important, que nous menons avec l'État et la Région. Le Campus Balard mérite qu'on y passe plusieurs minutes.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, le Campus Balard fait partie historiquement d'un pôle de chimie très important. La chimie à Montpellier est reconnue internationalement. Ce pôle chimie Balard s'est reconstruit ailleurs, comme vous le savez. Cette école de chimie est dans un bâtiment magnifique, que je vous propose souvent d'aller voir. Cela rassemble toute la recherche et développement de la chimie. La chimie touche aussi bien les molécules pharmaceutiques que les molécules tout court de l'agroalimentaire entre autres. Mais dans le cas du CPER, du plan État-Région que nous avons signé, vous le savez, cela est important parce que nous avons programmé, entre autres, à côté de la force de recherche fondamentale et appliquée du pôle chimie Balard, d'intervenir sur des outils, à mettre au service non seulement des chercheurs, des étudiants et des pôles de compétitivité, mais également des entreprises. C'est important. Vous savez comme moi, Monsieur le Président, que pendant longtemps, tout ce qui est activité et recherche marchait par silo. Je suis bien placée pour le savoir, puisque j'en faisais partie. Concernant le travail que font les chercheurs d'une manière générale, au niveau de l'université, je vous rappelle que notre université est à l'heure actuelle la seule université d'excellence de la Région Occitanie. Je tenais à le préciser.

Monsieur le Président

Rappelez-vous les premières séances du Conseil de Métropole ou d'Agglomération, où je m'inquiétais sur les Idex, à la fois pour Montpellier et pour Toulouse. Il se trouve que Montpellier n'a pas candidaté à l'Idex. Elle l'avait perdue deux ou trois fois et n'a plus candidaté. Elle s'est tournée vers un I-Site, qui est une forme un peu plus thématique et moins importante au niveau international. Toulouse avait eu l'Idex. Mais ils avaient eu l'Idex sur la promesse de fusion entre les universités. Il se trouve que les universités ne se sont pas entendues. Elles n'ont pas fusionné et l'État a retiré le label. Donc aujourd'hui, nous nous trouvons devant une *désertitude* régionale sur l'Idex. C'est un fiasco. Je n'ai pas peur de le dire. C'est un fiasco. Nous n'avons ni l'Idex à Toulouse, ni l'Idex à Montpellier. Heureusement qu'à Montpellier – j'en félicite le Président Philippe AUGÉ –, nous avons obtenu l'I-Site. Nous devenons, par voie de conséquence, l'université la plus innovante et la plus reconnue au niveau international. Mais c'est désespérant.

Quand les étudiants regardent la carte du monde pour aller faire leurs études, ils regardent où se trouvent les meilleures universités, celles qui sont les plus primées, labellisées. Aujourd'hui, sur l'Idex, c'est le désert occitan. Je n'ai pas entendu beaucoup de voix l'exprimer aussi clairement. C'est curieux, quand même.

Chantal MARION

Je le dis dans tous mes discours, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Madame Marion, ce n'est pas vous que je mets en cause.

Chantal MARION

Il est important de dire que nous avons obtenu le classement du BIC justement grâce à au travail que font les entreprises et les start-up du BIC avec l'université. C'est important. J'avais les chiffres dernièrement.

À l'université, à l'heure actuelle, les inscriptions des étudiants sont sur-saturées, parce que les étudiants veulent venir s'inscrire à l'université d'une manière générale sur la Métropole entre autres.

Ce projet est très important parce qu'il va donner, clé en main, à des TPE et PME, des outils que, souvent, les TPE et PME ne peuvent pas acquérir. C'est donc une mutualisation d'outils importants, qui sont financés par la Région, la Métropole, le FEDER entre autres, ainsi que l'État.

Ce qui est important aussi, comme je l'avais dit, Monsieur le Président, c'est qu'ils ont eu le projet MUSE parce qu'ils sont bons et surtout parce qu'ils ont compris qu'il faut travailler avec les entreprises. Dans le projet MUSE, ils ont mis des start-up et des entreprises. Il faut reconnaître l'ouverture d'esprit de notre université.

Monsieur le Président

Le projet MUSE a le label I-Site.

Chantal MARION

Oui. Donc je vous propose l'attribution à cette École nationale supérieure de chimie une subvention de 300 000 euros pour le projet CCB 2020 (Campus Chimie Balard 2020).

Monsieur le Président

Il y a deux façons de faire de la politique : soit on met les mains dans le moteur, on se mouille un peu, on va au feu ; soit on saupoudre, on arrose. Il y a deux façons de faire. Évidemment, quand on prend des positions, on a beaucoup de gens contre. Il y a ceux qui ne font rien, ceux qui n'ont pas d'idée, ceux qui sont jaloux, ceux qui veulent avoir votre place, ceux qui sont envieux de l'humanité toute entière. Dès qu'ils voient un homme qui roule en Porsche, il voudrait la Porsche avec la personne qu'il y a dedans. Je ne suis pas jaloux. Je suis jaloux de personne. Je me régale de voir les visages, parce que c'est un beau paysage. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 16 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER POUR LE PROJET SUD @LTERNANCE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 16, concernant le CPER 2015-2020. Il s'agit du Projet Sud @lternance, de la convention et de l'autorisation de signature. Qui demande des précisions à Chantal MARION ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 17 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MALEK sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 17, rapportée par Monsieur PASTOR, concerne le soutien aux manifestations, l'attribution de subventions, les conventions et l'autorisation de signature. On a là une série de congrès qui sont aidés par la Métropole. Je vous rappelle que la majorité des congrès se passe au Corum ou à l'Arena.

Nous les aidons. Mais nous avons une petite frange de congrès qui ne se déroulent pas dans nos locaux. Nous les aidons quand même. Je voulais supprimer l'enveloppe, par mesure d'économie. On m'a expliqué que je faisais une bêtise grave. Monsieur PASTOR, Madame MARION, ainsi que l'administration, Monsieur FINA et Madame SALELLES, qui s'occupaient de cela dans le domaine du tourisme, m'ont expliqué cela. Je crois qu'ils ont eu raison de me faire changer d'avis. L'ensemble de ces congrès concourt non seulement à la pertinence de la connaissance et du partage des connaissances, mais en plus à l'attractivité de la ville et des organismes qui y siègent. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Laurent JAOUL, Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 18 : LOGEMENT - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - PARTICIPATION VOLONTAIRE D'ENGIE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. LARUE entre en séance.

Mme C. JABADO et M. E. PETIT sortent de séance.

Mme S. JANNIN sort définitivement de séance sans donner pouvoir.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 18, concernant le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) et la participation volontaire d'ENGIE. Madame Rosy BUONO. Après, vous chanterez *Angie*.

Rosy BUONO

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'approuver le projet de convention avec ENGIE afin d'abonder le pot commun du FSL pour venir en aide aux personnes en situation de précarité et se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seules leur impayé d'énergie. Pour l'année 2018, la contribution est de 63 000 euros. Par conséquent, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver le projet de convention avec ENGIE pour l'abondement du FSL par le fournisseur d'énergie en 2018, et prendre acte que la participation d'ENGIE sera appelée par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault « *gestionnaire comptable et financier du FSL 3M* » après signature de la convention. Il s'agit aussi d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci, Madame BUONO. Qui demande la parole ? Je mets l'affaires aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 19 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 172 LOGEMENTS SOCIAUX A CASTRIES, COURNONTERRAL ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. DESTAILLATS sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 19. Vous m'arrêtez. Si le Vice-Président Monsieur SEGURA veut apporter des précisions, il m'arrête. Il s'agit de la construction de 172 logements sociaux à Castries, Cournonterral et Montpellier.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 20 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « HAUT DE CŒUR », OPERATION « CŒUR D'ORQUES » LOT 6 A SAINT GEORGES D'ORQUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 20, concernant la construction de 35 logements sociaux. Il s'agit de la Résidence « Haut de Cœur » et de l'opération « Cœur d'Orques » à Saint Georges d'Orques. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 21 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES LUCIOLES », 2310 BOULEVARD PAUL VALERY A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PATRIMOINE LANGUEDOCIENNE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-L. SAVY et M. P. DUDIEUZERE sortent de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 21, concernant la construction de 10 logements sociaux. Il s'agit de la Résidence « Les Lucioles » – il s'agit aussi de petites bêtes, Madame JANNIN –, située 2 310 boulevard Paul Valéry à Montpellier. Y a-t-il une demande d'intervention. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 22 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE SERENITIO », 152 RUE DES GREZES A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PATRIMOINE LANGUEDOCIENNE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 22, concernant la construction de 7 logements sociaux. Il s'agit de la résidence « *Le Sérénitio* », rue des Grèzes à Montpellier. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 23 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « SAINT-GERMAIN-DES-PRES », AVENUE DU CAP A LATTES - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - DELIBERATION N°14968 DU 2 NOVEMBRE 2017 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 23, concernant la construction de 16 logements sociaux. Il s'agit de la Résidence « *Saint-Germain-des-Près* » à Lattes. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 24 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES ECRINS » - ZAC LES MAZES, LOT 104 A SAINT-DREZERY - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - DELIBERATION N°14795 DU 26 JUILLET 2017 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. JABADO entre en séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 24, concernant la construction de 13 logements sociaux. Il s'agit de la Résidence « *Les Écrins* », dans la ZAC Les Mazes, à Saint-Drézéry.. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 25 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE CINQ LOGEMENTS LOCATIFS SITES DANS LES COMMUNES DE FABREGUES, MONTPELLIER ET VENDARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 25, concernant l'opération « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* ». Il s'agit d'attribution de subventions pour la réhabilitation de cinq logements locatifs situés dans les communes de Fabrègues, Montpellier et Vendargues. Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 26 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 - SECTEURS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES - DELIBERATION N°14086 DU 28 SEPTEMBRE 2016 - MODIFICATION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 26, concernant l'opération programmée d'amélioration de l'habitat dans les secteurs Gambetta, Figuerolles et Nord Ecusson. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 27 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - POLITIQUE DE LA VILLE - CONSEILS CITOYENS - ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ANNUELLE DE FONCTIONNEMENT

M. J. VERA sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 27, rapportée par Madame YAGUE, concernant la politique de la ville. Il s'agit des conseils citoyens et de l'attribution de la subvention annuelle de fonctionnement. Qui demande des précisions auprès de Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente chargée de la solidarité et de la politique de la ville. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 28 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES - ACTIONS COLLECTIVES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 28, concernant le fonds métropolitain d'aide aux jeunes. Il s'agit des actions collectives et de l'attribution de subventions. Y a-t-il une demande d'intervention ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 29 : RESSOURCES HUMAINES - ADOPTION DU REGLEMENT DE FORMATION MUTUALISE METROPOLE / VILLE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 29, rapportée par Madame ILLAIRE, Maire de Cournonsec et Vice-Présidente de la Métropole. Il s'agit de l'adoption du règlement de formation mutualisé Métropole-Ville. Qui demande des éléments complémentaires à Régine ILLAIRE ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 30 : RESSOURCES HUMAINES - MEDIATHEQUE JULES VERNE DE SAINT JEAN VEDAS - TRANSFERT EFFECTIF DE PERSONNEL - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 30, concernant la Médiathèque Jules Verne de Saint Jean Védas et le transfert effectif de personnel. Il s'agit du transfert effectif de la quinzième médiathèque du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole. J'en profite pour remercier Monsieur GUDIN DE VALLERIN pour le travail effectué, et l'ensemble des conservateurs. Je remercie toutes les équipes de la Comédie du Livre qui, cette année, ont fait un véritable tabac, avec l'aide du Gouvernement hollandais, dans le cadre des échanges culturels franco-néerlandais, avec la subvention que nous avons reçue du Ministère de la Culture néerlandais, et avec l'accord des deux Ministères de la Culture. Cela a été véritablement un succès. C'est donc l'occasion pour moi de les remercier. Je mets aux voix l'affaire n° 30. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 31 : RESSOURCES HUMAINES - REMUNERATION ET COMPENSATION DES ASTREINTES - MODIFICATION DE LA LISTE DES BENEFICIAIRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 31, concernant la rémunération et la compensation des astreintes. Y a-t-il une demande d'intervention ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 32 : RESSOURCES HUMAINES - CONVENTION DE PARTENARIAT PORTANT MISE EN ŒUVRE DES SEANCES DU COMITE MEDICAL ET DE LA COMMISSION DE REFORME - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 32, concernant la convention de partenariat portant mise en œuvre des séances du comité médical et de la commission de réforme. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 33 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT A LA CONVENTION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DU PROTOCOLE ET DE L'EVENEMENTIEL - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 33, concernant Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'avenant à la convention d'un service commun de direction du protocole et de l'événementiel. Qui demande la parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 34 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 34, concernant la modification du tableau des effectifs. Y a-t-il une demande d'intervention ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 35 : CULTURE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION TOTAL FESTUM 2018 - APPROBATION

M. J-P. RICO, M. J. VERA et M. E. PETIT entrent en séance.

M. J. RAYMOND sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 35, concernant l'attribution de subventions dans le cadre de la manifestation Total Festum 2018. Qui demande des explications au rapporteur Bernard TRAVIER, Vice-Président ? Madame LLEDO, vous avez demandé la parole.

Audrey LLEDO

Merci. Je voulais juste expliquer mon vote et donner quelques chiffres que j'ai réussi à trouver. L'année dernière, le festival a coûté à la Région plusieurs millions d'euros et aux communes de la Région plusieurs millions d'euros également, pour environ 73 manifestations sur tout le territoire. Selon les services régionaux, le total de spectateurs était seulement de 130 000 personnes sur toute la Région. Sur notre très grande Région, cela n'a intéressé que 130 000 personnes. Tout à l'heure, vous avez dit quelque chose de très intéressant. Vous faites la chasse aux dépenses inutiles. Je crois que cela en fait partie, donc je voterai contre. Merci.

Monsieur le Président

Mais là vous raisonnez à une échelle régionale. Il s'agit là d'un projet métropolitain. Monsieur TRAVIER, donnez quelques précisions à Madame LLEDO.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, je crois que le projet de délibération est très clair. Je n'y vois pas des millions d'euros. Il s'agit pour certaines communes de 1 000 euros, comme Villeneuve-lès-Maguelone, de 3 000 euros pour Murviel-lès-Montpellier. C'est un très gros travail pour les communes, en général, et beaucoup de travail de préparation. Que voulez-vous que je vous dise ? Si j'additionne, on en a pour 10 000 euros. Cela correspond à une réalité qui est celle des langues régionales et de notre culture occitane. Donc cela me paraît indispensable.

Audrey LLEDO

Cela va vite : 10 000 euros par-ci, 10 000 euros par là. On arrive vite au million.

Monsieur le Président

Madame LLEDO, je vous propose quelque chose. Il faudrait que vous confiiez le dossier Total Festum régional à votre déléguée Madame JAMET.

Audrey LLEDO

Vous savez, Monsieur SAUREL, je crois qu'il faut voir tous les dossiers dans leur ensemble. Il faut voir les tenants et les aboutissants...

Monsieur le Président

Je ne suis pas candidat à la Région.

Audrey LLEDO

...et les résultats, sur le terrain.

Monsieur le Président

Vous êtes candidate à la Région. Cela se voit, c'est très clair.

Audrey LLEDO

Je crois que 130 000 personnes, ce n'est même pas le nombre d'habitants de la Métropole. Cela n'intéresse personne. Voilà, c'est réglé.

Monsieur le Président

Dans le cadre de la campagne électorale des élections régionales, vous pourrez faire valoir votre point de vue.

Audrey LLEDO

Bien sûr. D'ailleurs, on en avait déjà discuté pendant les régionales. Ma position sur ce festival n'est pas nouvelle.

Monsieur le Président

D'accord. Je mets aux voix l'affaire n° 35. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 36 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA PARTIE MOBILIERS, MATERIELS, EQUIPEMENTS, SIGNALETIQUE ET AUTOMATISATION (RFID) DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE AIME CESAIRE A CASTELNAU-LE-LEZ - APPROBATION

M. E. PENSO sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. R. CALVAT.

M. J. MALEK entre en séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 36, concernant la direction des médiathèques et du livre. Il s'agit de la demande de subventions pour la partie mobiliers, matériels, équipements.

Bernard TRAVIER

Je voulais faire une observation, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Allez-y, Monsieur TRAVIER. Allez-y. Ne nous passez aucun détail. Nous avons le temps. Il est exactement 20 h 45. Nous pouvons aller encore loin dans la nuit. Allez-y.

Bernard TRAVIER

Le pitre que je suis ne peut pas résister au plaisir de rappeler, quand même, que nous construisons une médiathèque à Castelnau-le-Lez, et que la présente délibération consiste à solliciter des crédits et subventions pour équiper cette médiathèque en fournitures, matériels, mobiliers, équipements RFID pour 346 336 euros – sur lesquels l'État versera, si tout va bien, 40 %.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT, vous restez désormais le seul représentant de la ville de Castelnau dans cette Assemblée, puisque la majorité a déserté le champ de bataille. Quel est votre avis sur cette médiathèque ?

Henri ROUILLEAULT

Évidemment, il n'y a aucun problème.

Monsieur le Président

Alléluia. Madame MIRALLES.

Bernard TRAVIER

Monsieur ROUILLEAULT est un homme cultivé, ce qui n'est pas le cas de tout le monde à Castelnau-le-Lez. J'apprécie sa présence.

Monsieur le Président

Vous voulez dire : dans le Conseil municipal de Castelnau-le-Lez.

Bernard TRAVIER

Voilà.

Monsieur le Président

Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

Bernard TRAVIER

Je voudrais rappeler, Monsieur le Président, que ce matin, les pitres de la Métropole ont accueilli le COPIL national culture de la protection judiciaire de la jeunesse. C'est-à-dire que le Ministère de la Justice a choisi Montpellier pour accueillir ce COPIL, qui est national, compte tenu de la politique menée par la Métropole, en matière culturelle, à l'égard des mineurs placés sous-main de justice. C'est suffisamment important à mon avis et significatif pour que je prenne la peine de le rappeler. Il faut bien se valoriser soi-même, devant l'opprobre dont nous faisons l'objet.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur TRAVIER.

Bernard TRAVIER

On rappellera aussi que certains d'entre nous ont fait des études, sont médecins, professeurs, etc. Nous ne sommes pas complètement idiots.

Monsieur le Président

Même vis-à-vis de ceux qui n'auraient pas fait d'études, ne sauraient ni lire ni écrire, on n'a pas le droit de traiter ses collègues élus de pitres. Et on n'a pas le droit d'être parlementaire quand on tient de tels propos. Mais ne vous inquiétez pas, je lui dirai en face. Parce que je n'aime pas parler quand les gens ne sont pas là.

Bernard TRAVIER

Ceux qui n'en ont pas fait ont des qualités ; des qualités humaines. Cela commence à bien faire, quand même.

Monsieur le Président

Oui. Les leçons. Il n'a qu'à rester dans le Lez, tout nu, toute l'année. Il sera bien. Il pêchera des anguilles.

Bernard TRAVIER

On a travaillé toute notre vie. Et on continue encore.

Monsieur le Président

Oui, on a travaillé toute notre vie. Cela continue d'ailleurs. Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Je ne veux pas polémiquer. Je souhaite juste rappeler que dans le Lez se sont baignés, en tant que Vice-Présidents de la Métropole, René REVOL, Jean-Pierre GRAND, et nous étions également là pour dire que nous souhaitions pouvoir à l'avenir nous baigner tranquillement dans le Lez dépollué. C'était tout à fait citoyen. Il n'y a pas de quoi en faire un plat.

Monsieur le Président

Je ne vous ai pas vu dans le Lez tout nu, vous.

Henri ROUILLEAULT

Non, je n'étais pas tout nu. Monsieur GRAND non plus.

Monsieur le Président

Si, j'ai vu les photos. Elles étaient dans la presse. Qu'est-ce que vous faisiez sur le rivage ?

Henri ROUILLEAULT

Je ne sais pas comment vous faites pour voir quand les gens sont tout nus. J'étais dans l'eau. Je ne sais pas comment vous faites pour voir quand les gens sont tout nus. Je ne vois pas les maillots.

Monsieur le Président

Qu'est-ce que vous faisiez sur le rivage ? Dans un coup comme cela, soit vous vous baignez, soit vous êtes sur le rivage.

Henri ROUILLEAULT

J'étais dans l'eau, comme Dominique NURIT. On était plusieurs.

Monsieur le Président

En plus, ils ont demandé des témoins. Mais c'est incroyable. Passons. En tout cas, je peux vous dire que dans le Lez, il n'y a pas que des chameaux.

Propos inaudibles.

Intervention hors micro de M. CALVAT.

Monsieur CALVAT, vous venez d'apporter la preuve par neuf de leurs actions communes. En effet, nous avons protégé la vallée du Lez grâce à un inspecteur de la DDE qui s'appelait Monsieur ESTEBEN. Nous l'avons fait avec le Ministère de l'Environnement. Donc effectivement, notamment sur le barrage qui se trouve à côté du pont de la Concorde, il y avait des plages sur lesquelles on pouvait se baigner. C'est vrai qu'il l'a représenté.

Bernard TRAVIER

Ce tableau a été un des tableaux principaux de l'exposition Bazille.

Monsieur le Président

Peut-être que, d'après une photo, on pourrait arriver à peindre une grande toile de Monsieur REVOL et de Monsieur GRAND se baignant ensemble dans le Lez. Ce serait une interprétation de l'œuvre de Bazille, revue et corrigée au XXI^e siècle. Cela pourrait faire un tabac. Peut-être que Madame MARSALA, qui est peintre de profession, pourrait se proposer.

Bernard TRAVIER

Je crains que le modèle ne la satisfasse pas. Je ne parle pas de René.

Monsieur le Président

Franchement, j'ai trouvé cela très chic, que vous preniez tous les deux un bain ensemble dans le Lez. Très chic.

AFFAIRE N° 37 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - DEMANDE DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU LABEL BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE DE REFERENCE 2018 - APPROBATION

M. J. RAYMOND entre en séance.

M. G. PASTOR sort de séance (Le pouvoir de Mme E. LLORET donné à M. G. PASTOR est temporairement annulé).

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 37, concernant la direction des médiathèques et du livre. Il s'agit de la demande de subventions dans le cadre du label Bibliothèque Numérique. Qui demande des explications ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 38 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT DES VIGNERONS DU PIC SAINT-LOUP DANS LE CADRE DE LA 33E COMEDIE DU LIVRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 38, concernant la direction des médiathèques. Il s'agit de la convention de partenariat avec le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup. Nous faisons systématiquement la soirée inaugurale au Pic Saint-Loup. Cette année il s'agit de Valflaunès. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

L'an prochain, Monsieur TRAVIER, pour la Comédie du Livre, nous ferons un vrai repas de fin de Comédie du Livre. Nous inviterons les auteurs, avec les élus, dans un grand repas à Méric, avec des tables, des lampions. Mais on ne fera pas cela à la va-vite, à la va-comme-je-te-pousse à la mission des relations internationales. On fera cela très bien, avec un élu par table, avec des auteurs, en organisant tout cela par le protocole de la Ville et de la Métropole, qui excelleront dans l'organisation – j'en suis persuadé.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, vous m'en voyez très heureux, parce que j'ai été un peu étonné par l'organisation de ce repas, puisque Madame LIZA, Monsieur GUDIN DE VALLERIN et moi-même, nous nous sommes trouvés relativement isolés à une table. Lorsque cette situation m'a étonné, je me suis rapproché de quelqu'un qui est au cœur de l'organisation de cette manifestation, qui m'a indiqué qu'on n'avait qu'à se débrouiller. Ensuite, j'ai trouvé que la froideur d'une des auteures présentes était quand même très forte pour que je ne m'en rende pas compte, alors que j'avais célébré son ouvrage, qui est un ouvrage de qualité. On m'a répondu, avec un grand sourire : « *Je pense qu'elle n'aime pas les élus.* » Devant aussi peu de chaleur humaine, j'ai remis ma veste, je suis rentré chez moi, où j'ai lu un excellent livre qu'avait écrit un autre auteur. Il y a des moments où il faut savoir dire à certains que la grossièreté a des limites.

Monsieur le Président

J'ai pris bonne note de l'organisation. Cela m'a été confié par deux ou trois personnes. L'année prochaine, nous ferons les choses de façon beaucoup plus protocolaire. Parce que les auteurs de romans, les auteurs français et étrangers, doivent être reçus avec les égards dus à leur rang. Nous ferons cela à Méric.

AFFAIRE N° 39 : CULTURE - ACCUEIL D'UNE "JOURNEE DES PAYSAGES" LE MARDI 5 JUIN 2018 AU MUSEE FABRE EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE - APPROBATION

Mme A. DESTAILLATS et M. J-F AUDRIN entrent en séance.

Mme V. PEREZ sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 39, concernant l'accueil d'une « Journée des paysages » le mardi 5 juin. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 40 : CULTURE - MUSEE FABRE - LANCEMENT DE L'OPERATION DE REAMENAGEMENT, DE TRAITEMENT ACOUSTIQUE DES ESPACES D'ACCUEIL ET D'OPTIMISATION DE LA SIGNALÉTIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 40, concernant le musée Fabre. Il s'agit du lancement de l'opération de réaménagement, de traitement acoustique des espaces d'accueil. Le hall Buren a une très mauvaise acoustique. Ces travaux vont permettre d'en avoir une meilleure.

Bernard TRAVIER

Depuis 2017, on n'avait pas fait grand-chose. Il y a deux problèmes importants au musée Fabre. C'est l'acoustique du hall Buren, qui est épouvantable, parce que quand les gens qui se trouvent dans les coursives, sur les côtés, quand on entre, à droite et à gauche, parlent normalement, ce bruit est amplifié et revient complètement dans le grand hall. Une étude est menée. On va passer à l'étape suivante. On doit refaire aussi les caisses et la banque d'accueil. La signalétique a été refaite aussi. Je rappelle que ce travail est fini, qu'il a été validé et qu'il reste à être mis en place. Mais il faut faire l'ensemble des travaux en même temps.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire n° 40. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 41 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT EDITORIAL AVEC TELERAMA, BEAUX-ARTS MAGAZINE, LA VANGUARDIA ET LAGARDERE PUBLICITE DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION PICASSO, DONNER A VOIR - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. PEREZ entre en séance.

Mme A. LLEDO sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 41, concernant le musée Fabre. Il s'agit de conventions de partenariat avec Télérama, Beaux-arts magazine, La Vanguardia et Lagardère Publicité dans le cadre de l'exposition Picasso. Je vous rappelle que l'exposition Picasso, c'est le 14 juin à 18 h au musée Fabre. À 16 h, nous inaugurerons la grande place Picasso, sur l'avenue Raymond Dugrand.

Bernard TRAVIER

L'autre jour, je lisais dans la presse – je n'en fais pas une obsession, mais à force d'être blessé, je finis par m'exprimer – quelqu'un, un sénateur que je ne citerai pas, faisait allusion au piètre résultat de la Métropole. Je veux dire que nous avons là une exposition, pas seulement nationale, mais internationale.

Cela veut dire que la signature de la Métropole est respectée et qu'elle engage la confiance des deux parties. Ceux qui nous ont prêté les œuvres sont parmi les plus grands collectionneurs. Sauf erreur de ma part, la famille Picasso également.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire n° 41. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 42 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE DE RADIOLOGIE ET DE PHYSIOTHERAPIE ET LA CLINIQUE DU PARC DE CASTELNAU-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 42, concernant le musée Fabre et la convention de partenariat avec le Centre de Radiologie et de Physiothérapie et la Clinique du Parc de Castelnau-le-Lez. Y a-t-il une demande d'intervention. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Marc DI RUGGIERO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 43 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION LE PRINTEMPS DES COMEDIENS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 43, concernant le musée Fabre et la convention de partenariat avec l'association Le Printemps des Comédiens. Qui est contre ? Qui s'abstient.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Renaud CALVAT().*

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 44 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSEE NATIONAL PICASSO-PARIS, LA SCI DE L'ABBAYE DE FONTFROIDE ET L'ASSOCIATION MUSEE D'ART GUSTAVE FAYET DE FONTFROIDE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n°44, concernant la convention de partenariat avec le Musée national Picasso et l'abbaye de Fontfroide, dans laquelle nous nous rendrons le samedi à 11 h. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

(*)Renaud CALVAT

Je m'excuse. Vous êtes allé trop vite. Je ne peux pas prendre part au vote pour l'affaire n° 43, étant Vice-Président du Printemps des Comédiens. Je l'avais signalé à l'administration. Il faudrait l'inscrire dorénavant.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT, je fais revoter l'affaire n° 43. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, en sachant que Renaud CALVAT n'a pas pris part au vote.

Nous passons au sport. Avant d'attaquer le sport, je souhaite intervenir eu égard à des événements récents, qui touchent à la sécurité.

Avant de commencer les affaires sur sport, eu égard à certains événements fâcheux qui se sont déroulés dans la loge de rugby à l'occasion d'un match, qui ont mis en cause un Vice-Président de la Métropole de façon publique, et puisque je ne tiens pas à ce que ces choses-là se reproduisent jusqu'à la fin du mandat, j'ai demandé à Sophie SALELLES de renforcer la sécurité de toutes les loges et de mettre quelqu'un à l'entrée et à la sortie, pour permettre de garder à l'intérieur de la loge uniquement les personnes qui sont invitées.

AFFAIRE N° 45 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - STADE DE LA MOSSON "MONDIAL 98" - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB - SAISONS SPORTIVES 2018-2019, 2019-2020 ET 2020-2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. DUDIEUZERE et M. G. PASTOR (avec le pouvoir de Mme E. LLORET) entrent en séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 45, concernant le stade de la Mosson « Mondial 98 ». Il s'agit de l'occupation temporaire du domaine public et de la convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Sport Club. Qui demande des précisions auprès du rapporteur Jean-Luc MEISSONNIER ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

Madame MIRALLES, vous vouliez dire un mot.

Patricia MIRALLES

Il s'agit juste d'une information. Le dimanche 10 juin, à 21 h sur TF1, vous allez avoir la chance de voir le film de Nicolas GLIMOIS et de Grégoire MARGOTTON, qui s'intitule « 98, secrets d'une victoire ». J'ai eu la chance de le voir hier soir. Je peux vous dire que cela nous ramène vingt ans en arrière. Je crois qu'à la fin de la projection des images que nous aurons la chance de voir le 10 juin et de tous ces petits secrets qui nous sont livrés par l'exceptionnel Aimé JACQUET et les joueurs de 98, on est tous fiers d'être Français. J'espère que nous allons pouvoir bientôt recréer ce que 98 a créé en France. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame MIRALLES. À ce propos, quand on est champion du monde, on a une ou plusieurs étoiles. Tout dépend combien de fois on est champion du monde : les Italiens ont quatre ou cinq étoiles. Je vais me faire tatouer une étoile ici : en 2014, j'ai gagné. Si en 2020 je regagne, je mettrai une deuxième étoile. Si je suis candidat.

AFFAIRE N° 46 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - PALAIS DES SPORTS RENE BOUGNOL - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL - SAISON SPORTIVE 2018-2019 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. LLEDO et M. J-L. SAVY entrent en séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 46, concernant le Palais des sports René Bougnol et l'occupation temporaire du domaine public. Y a-t-il une demande d'intervention auprès du rapporteur ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE N° 47 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - RENOVATION ET EXTENSION DU CENTRE DEMETER DE TRI DES DECHETS RECYCLABLES - MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA CONSTRUCTION ET D'EXTENSION DU BATIMENT ET DES VOIRIES - APPROBATION DU PROJET

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 47, concernant la rénovation et l'extension du centre DEMETER. Qui demande à Madame BARTHAS-ORSAL des précisions ? C'est un très gros dossier : 4 166 000 euros. On en a déjà parlé. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE N° 48 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - CONVENTION AVEC L'ECO-ORGANISME ECO-DDS (DECHETS DIFFUS SPECIFIQUES) POUR LA COLLECTE DES DECHETS DANGEREUX SPECIFIQUES NON PROFESSIONNELS DANS LES POINTS PROPRETE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. LARUE sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 48, concernant la convention avec l'éco-organisme Eco-DDS (Déchets Diffus Spécifiques) pour la collecte des déchets dangereux. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 49 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - CONTINUITÉ ECOLOGIQUE DES COURS D'EAU - TRAVAUX D'EQUIPEMENTS DES TROIS SEUILS DU LEZ SITUES EN AVAL DE L'A709 - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU - APPROBATION

M. L. JAOUL sort de séance. (Le pouvoir de Mme I. GUIRAUD donné à M. L. JAOUL est temporairement annulé).

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 49, concernant la continuité écologique des cours d'eau. Il s'agit des travaux d'équipements des trois seuils du Lez situés en aval de l'A709 et d'une demande d'aides financières auprès de l'Agence de l'eau. Qui demande des précisions au rapporteur, Monsieur Jean-Marc LUSSERT ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 50 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - RESTAURATION DE LA VIREDONNE SUR LA COMMUNE DE SAINT GENIES DES MOURGUES - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 50, concernant la restauration de la Viredonne sur la commune de Saint Génies des Mourgues. Il s'agit d'une demande d'aides financières. Qui demande des précisions au rapporteur, Jean-Marc LUSSERT ?

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 51 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RUISSEAU DES CANAUX SUR LA COMMUNE DE CLAPIERS - CONVENTION DE GESTION DU BARRAGE ECRETEUR DE CRUE ENTRE LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 51, concernant la protection contre les inondations du ruisseau des Canaux sur la commune de Clapiers. Y a-t-il une demande d'intervention auprès de Monsieur LUSSERT ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 52 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - PROJETS AGRO-ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES DES CAPTAGES DU FLES ET DE GARRIGUES BASSES/BERANGE - REPONSE A L'APPEL A PROJETS DE LA MESURE 7.6.5 POUR LE FINANCEMENT DE L'ANIMATION DES MESURES AGRO-ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES-CAMPAGNE (SMGC) - AUTORISATION SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 52, concernant les projets agro-environnementaux et climatiques des captages du Flès et de Garrigues Basses/Bérange. Il s'agit de la réponse à l'appel à projets. Y a-t-il une demande d'intervention ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Geniès BALAZUN, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 53 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT-LOUP POUR LE RACCORDEMENT A LA STATION D'EPURATION MAERA DES EFFLUENTS DES COMMUNES D'ASSAS ET TEYRAN - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 53, concernant la convention avec la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup pour le raccordement à la station d'épuration MAERA. La parole est à Madame GALABRUN-BOULBES, première Vice-Présidente.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Bonsoir. La Communauté de communes du Pic Saint-Loup a pris la compétence le 1^{er} janvier 2018. On doit donc refaire la convention à ce jour.

Monsieur le Président

Y a-t-il une demande d'intervention ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 54 : TRANSPORTS ET MOBILITE - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - NAVETTE DES PLAGES ETANG DE L'OR VERS LA PLAGE DU GRAND TRAVERS - TARIFICATION - CONVENTION DE COMPENSATION FINANCIERE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. LARUE entre en séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 54, concernant le Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault et la navette des plages Étang de l'Or vers la plage du Grand Travers. On renouvelle notre partenariat. Je remercie le Département de l'Hérault et le Syndicat Hérault Transport, avec qui nous sommes en main sur certains trajets, que nous gérons ensemble.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 55 : TRANSPORTS ET MOBILITE - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES D'UTILISATION DU RESEAU URBAIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y. PELLET sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 55, concernant le Syndicat mixte des transports et la convention relative aux modalités d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole pour le transport scolaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N° 56 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DU CRES POUR LES TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE L'ENTREE DU LAC - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL sort de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 56, concernant la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune du Crès pour les travaux de réaménagement de l'entrée du Lac. Y a-t-il une demande d'intervention auprès du rapporteur Pierre Dudieuzère ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 57 : HORS COMMISSION - HOTEL DE CABRIERES - SABATIER D'ESPEYRAN - REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC 2018

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 57, concernant l'Hôtel de Cabrières, Sabatier d'Espeyran et la redevance d'occupation du domaine public. Je salue la Conservatrice Florence HUDOWICZ, qui est présente, ainsi que Monsieur GUDIN. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

Nous en avons discuté il y a quelque temps avec Florence : nous allons véritablement signer la convention avec le Mucem à Marseille pour le prêt des œuvres concernant le musée de la France et de l'Algérie. C'est en cours. C'est un dépôt.

AFFAIRE N° 58 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE FABREGUES - POLE D'EXCELLENCE AGROECOLOGIQUE ET SOCIALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, M. Y. PELLET et M. L. JAOUÏ (avec le pouvoir de Mme I. GUIRAUD) entrent en séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 58, concernant l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Fabrègues, pour le Pôle d'excellence agroécologique et sociale. Madame FOURCADE ne prend pas part au vote. Je mets l'affaire aux voix. Pardon, Madame TOUZARD a demandé la parole.

Isabelle TOUZARD

Je me réjouis que ce projet avance bien et que le financement puisse être bouclé. C'est vraiment un très beau projet.

Je souhaite simplement rappeler que ce pôle de Mirabeau à Fabrègues fait partie, dans le SCOT, de l'ensemble de ce maillage de fermes-ressources, fermes d'excellence, pôles d'excellence – on peut les appeler comme on le veut – en agroécologie sur le territoire, qui ont pour vocation à diffuser, au travers de l'installation – puisqu'il y a là un vignoble d'insertion –, cette démarche de reconquête agricole et agroécologique sur le territoire.

Il s'agissait jusqu'à présent d'opérations purement métropolitaines sur des domaines métropolitains (Viviers, La Condamine). Il s'agit là d'un cas de figure nouveau, qui est celui d'une collaboration entre Métropole et commune. Dans l'idée du SCOT, il était prévu de faire la cartographie sur les différentes communes des projets similaires – il y en a de nombreux. Concernant ceux que je connais immédiatement, il y en a à Murviel, à Grabels et bien ailleurs sur le territoire. Je vois que c'est multi-partenarial : il y a la Région, le Département, le Projet d'Investissement d'Avenir (PIA). Il n'y en aura plus, malheureusement, parce que c'est un appel à projet qui n'existe plus. Mais je pense qu'il serait intéressant de remettre au goût du jour, à la lueur de cette expérience, l'ensemble de ces spots, de ces endroits sur le territoire, où les communes et la Métropole peuvent investir pour faire de ces lieux des lieux qui vont dynamiser plus globalement l'ensemble de la reconquête agroécologique sur le territoire. C'était juste pour rappeler cela. Ce n'est donc pas un cas isolé. C'est vraiment une stratégie métropolitaine qui maille tout l'espace agricole et naturel, c'est-à-dire les deux tiers de notre territoire.

Monsieur le Président

Merci, Madame TOUZARD. Avec Madame FOURCADE, nous partageons totalement ce que vous venez de dire. Je remercie les partenaires et les institutions qui viennent au concours sur ce projet, parce qu'il fallait aller vite pour ne pas perdre les PIA. Je mets l'affaire n° 58 aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Mylène FOURCADE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 59 : HORS COMMISSION - CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES OCCITANIE - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES SUR LE CONTROLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA COMPETENCE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 59, concernant la Chambre Régionale des Comptes Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit du rapport d'observations définitives sur le contrôle des comptes. Je rappelle que ce rapport porte sur la période 2011-2016.

Sept recommandations sont proposées par la Chambre Régionale des Comptes. Premièrement, il s'agit de la mise en place d'une comptabilité analytique, qui est en cours. Deuxièmement, il s'agit de l'utilisation des fonctionnalités de l'instruction comptable M57. C'est pris en compte par la direction des finances de la Métropole. Troisièmement, il s'agit de faire respecter l'article 4-3 du CCAP des marchés de collecte à la SMN portant sur le respect de la recommandation R437 « *sécurité et santé au travail* », en particulier la fin du « *fini-parti* », le travail en commun dans le cadre du suivi des contrats, la suppression des marches arrière, la collecte bilatérale et la responsabilité de l'employeur. La recommandation suivante est d'exiger la production par les titulaires des contrats de comptes rendus plus complets. C'est fait. Régie de collecte : élaborer un règlement de travail. Régie de collecte : mettre fin au « *fini-parti* ». « *Fini-parti* » signifie que, quand on a fini, on part. En réponse aux deux points : chantier pluriannuel ouvert depuis 2016, avec fin 2018, début 2019, une nouvelle étape « *collecte apaisée* », avec un comptage systématique des bacs au lève-conteneurs. Pour ceux qui connaissent le vocabulaire, il n'y a plus de ripe à la main. Savez-vous ce que veut dire la ripe à la main, Monsieur LARUE ? Non.

Parce qu'il y avait trop d'accidents. Prise en charge des déchets ultimes dans le respect du Code de l'environnement, surtout après la fermeture de l'ISDND de Castries. Il n'y aura pas de troisième casier à Castries.

La loi TECV traduite dans le Code de l'environnement va modifier le cadre de la gestion des déchets ultimes, avec le projet régional des déchets qui est en attente. Donc nous obéirons au schéma régional de la gestion des déchets.

Qui demande la parole ? Personne. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 60 : HORS COMMISSION - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT DANS LE CADRE DES DEMI-FINALES ET FINALES DE LA CHAMPIONS LEAGUE DE HANDBALL - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons à la dernière affaire à l'ordre du jour. Il s'agit de la prise en charge de frais de déplacement dans le cadre des demi-finales et finales de la Champions League de handball. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

Chers collègues. Je pourrais dire, chers pitres. Non ? Moi, je ne dis pas cela. Chers collègues, je vous remercie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h15.